

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AINSE : SOISSONS
 ALLIER : MOULINS
 ALPES-MARITIMES : GROUPE DÉPARTEMENTAL
 AUBE : TROYES
 B.-D.-R. : MARSEILLE-AIX
 DOUBS : BESANÇON
 EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUCERON
 GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL
 GIRONDE : BORDEAUX-CADILLAC
 HTE-VIENNE : LIMOGES
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 ISÈRE : GRENOBLE
 LOT : GROUPE DÉPARTEMENTAL
 LOT-ET-GARONNE : FUMEL-AGEN
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MANCHE : ST-LO
 MORBIHAN : LORIENT
 NIÈVRE : NEVERS
 NORD : MAUBEUGE - VALENCIENNE
 ORNE : LA FERTE MACÉ-FLERS
 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : BAYONNE-BIARRITZ
 RHÔNE : LYON
 HAUTE-SAVOIE : ANNECY-ANNE-MASSE
 SEINE-MARITIME : ROUEN-LE HAVRE
 SOMME : AMIENS
 TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON : VILLEFRANCHE DE ROUEGUE
 VAR : RÉGION TOULONNAISE
 YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2°, 5°, 6°, 7°, 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 16°, 18°, 19°, 20°.
BANLIEUE SUD
 - FRESNES-ANTONY
 - FRESNES NORD, L'HAY
 - MASSY PALAISEAU
 - ATELIER DU SOIR
 - ORSAY BURES
 - SAVIGNY SUR ORGE
 - CORBEIL ESSONNES
 - DRAVEIL
 - THIAIS, CHOISY
 - ST MICHEL SUR ORGE
 - VILLEJUIF
 - MAISONS-ALFORT, ALFORT-VILLE
BANLIEUE EST
 - GAGNY, NEUILLY SUR MARNE, CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY
BANLIEUE OUEST
 - NANTERRE, RUEIL
 - VERNEUIL, LES MUREAUX
 - ISSY LES MOULINEAUX, BOULOGNE-BILLANCOURT, MEUDON
BANLIEUE NORD
 - VILLENEUVE LA GARENNE, ST-OUEN
 - ASNIÈRES
 - COURBEVOIE, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY
 - ARGENTEUIL

LIAISONS

De Aubenas, La Rochelle, Saintes, Hénil-Beaumont, Marennes-Oléron, Salon, Ardennes, Grasse, Vierzon, Bégard, Concarneau, Brest, Montpellier, Bourgoin, Orléans, Cherbourg, Chinon, Chautmont, St-Sever, Vendôme, Toulouse, Blois, St-Etienne, Le Puy, Laval, Metz, Creil, Clermont-Ferrand, Nord Seine-et-Marne, Maule, La Roche/Yon, Montauban, Poitiers, Nord de la Hte-Vienne, Epinal, Novon, Florac, Ajaccio, Bastia, Angoulême, Firminy, Nantes.

LIAISONS

PROFESSIONNELLES
 - LIAISON INTER-ENTREPRISES
 DES ORGANISMES SOCIAUX
 - LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 - LIAISON DU LIVRE
 - CERCLE INTER-BANQUES

Groupe de Troyes : les 1° et 3° mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Char. les Gros (1° porte à gauche).

Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h. à la MJC La Paillette.

Groupe libertaire d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h. à la librairie La Tête en Bas, 17 rue des Poitiers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 16 h. au local « Culture et Liberté », 72 Bd Eugène Pierre à Marseille.

Groupe Hédonien de Fumel : point de rencontre possible au bar de l'Arnaque, 17, rue Léon Jouhaux, tous les soirs après 21 h.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h. 30 à 19 h. au local du Cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.

Groupe Proudhon de Besançon : au local du groupe, 97 rue Battant, le mercredi de 18 h. 15 à 20 h. et le samedi de 15 à 17 h.

Groupe du Havre et région « L'entraide » : dans les locaux du CES, 16 rue Jules Tellier, 76 000 Le Havre, permanences le lundi, mercredi, samedi de 18 à 19 h.

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 20 h. et le samedi de 14 à 18 h., en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe d'Amiens : peut être contacté en écrivant à B.P. 7 - 80 330 Longueau.

Groupe Élisée Reclus d'Aix-en-Provence : tous les samedis de 10 à 13 h. à la table de presse tenue devant le Palais de Justice, et tous les mercredis de 10 à 16 h. dans le hall de la Fac de Lettres.

Groupe de Rouen : le samedi de 15 à 17 h., rue du Gros Horloge.

Liaison St-Etienne : tous les jeudis à partir de 19 h., au local CNT-SIA à la Bourse du Travail, 15 cours Victor Hugo à St-Etienne.

Groupe Jacob : le lundi de 18 à 20 h. et le samedi de 14 à 16 h., au 51 rue de Lappe, Paris 11°.

Groupe Louise-Michel : le lundi de 18 à 20 h., le mercredi de 16 à 19 h. (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h., 10 rue Robert Planquette, Paris 18°.

Groupe Emma Goldman : le jeudi de 17 à 20 h. et le samedi de 16 à 18 h., 51 rue de Lappe, Paris 11°.

Groupe Voline : 26 rue Piat, Paris 20°, tous les samedis de 14 à 16 h.

Groupe La Boétie : les seconds et quatrièmes mercredis de chaque mois à 20 h. 30, Centre administratif, mairie d'Asnières.

Groupe Germinal : tous les jeudis de 19 à 20 h. au café Le ...ropole, avenue de la République à Issy-les-Moulineaux (face au terminus des bus 126 et 190), tous les mardis de 19 à 20 h., petite salle du Patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, Paris 15° (métro Boucicaut).

Groupe Fresnes-Antony : tous les jours de 10 à 20 h., le dimanche de 10 à 13 h., 34 rue de Fresnes à Antony (Tél. 668-48-58).

Groupe Atelier du Soir : pour tout contact écrire à Atelier du Soir BP 14 - Igny 91 430.

Groupe d'Argenteuil : tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carème Prenant à Argenteuil (au fond de la cour).

Le groupe de Massy vient d'éditer une affiche que nous ne pouvons reproduire pour raison technique et dont le texte est le suivant

Ne produisons pas des enfants comme on fabrique des balles de fusil
 La procréation ne doit pas être un accident
 mais un acte volontaire
 Oui à la contraception
 et à l'avortement

L'affiche est vendue 2 F l'unité
 ou 0,50 F à partir de 10 ex.

COMMUNIQUÉS

En attendant l'ouverture d'un local sur la rive gauche, le groupe Père Peinard invite les intéressés à le contacter par l'intermédiaire des RI à Publico. Ce groupe couvre les 6° et 7° arrondissements de Paris.

Le groupe ROUGE Y NEGRO de Domont annonce sa création et appelle les sympathisants de la région à venir le rejoindre. Pour tout contact, soit par les R.I., soit sur le marché de Domont tous les dimanches.

Le groupe Fresnes-Antony organise une réunion de formation anarchiste en son local
34 rue de Fresnes à Antony
MÉTRO ANTONY
JEUDI 15 NOVEMBRE
à 20 h 30

Le mouvement libertaire en Amérique latine et la situation au Nicaragua avec la participation de la Coordination libertaire latino-américaine

Le groupe de Troyes « Les Temps Nouveaux » organise des réunions-débats en son local
17, rue Charles Gros
(1° porte à gauche)
à Troyes
 au cours de ses permanences à 20 h 30

MARDI 5 NOVEMBRE
 Anarchisme et organisation

MARDI 20 NOVEMBRE
 Les pays de l'Est : exemple de la Pologne

Le groupe Kropotkine organise en son local
28 rue Carème Prenant
à Argenteuil
 des réunions-débats
LE 10 NOVEMBRE
 Le Mouvement punk
LE 17 NOVEMBRE
 L'IMMIGRATION

Permanences antimilitaristes

Tous les samedis de 13 à 15 h
51, rue de Lappe
75 011 PARIS

et

tous les samedis de 15 à 18 h
26, rue du Wad-Billy
METZ - Tél. 74.41.58

Directeur de la publication
 Maurice Laisant
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20°
 Dépot légal 44 149 - 1° trimestre 1977
 Routage 205-Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Sommaire

- PAGE 1**
* Editorial
- Page 2**
* Activités F.A.
- Page 3**
* En bref
* Le chantage de la peur
- Page 4**
* Conscience et révolution
* Ni État, ni parti, ni syndicat
- Page 5**
* France, Terre d'asile
* Rapide intrusion dans le complexe militaro-industriel du capitalisme français
* Où en sont les luttes et revendications féministes ?
- Page 6**
* Informations Internationales
- Page 7**
* Le livre de la semaine
* Cinéma : Le piège à cons
* Disque : Pouvoirs
* Théâtre
* La Rue : 11 ans déjà
- Page 8**
* Ce que sont les amis de la démocratie en Chine et ce qu'ils veulent

**

UN SERVICE REGULIER ET PRATIQUE L'ABONNEMENT

Après Idées générales de la révolution le groupe Fresnes-Antony de la F.A. vient de rééditer

Avertissements aux propriétaires de Pierre-Joseph PROUDHON

Ce volume regroupe les 2° et 3° mémoires sur la propriété (1841 et 1842) qui font suite au célèbre *Qu'est-ce que la propriété ?* (1840) ainsi que *L'explication présentée devant la Cour d'Assises* où le 3° Mémoire avait traîné Proudhon auquel on reprochait quelques écrits comme *Appel à la haine d'une ou plusieurs classes de citoyen, du gouvernement et de la religion catholique*
En vente à Publico. 35 F (+ frais de port)

On ne le trouve pas à la Samaritaine

Le groupe de Bordeaux vient d'éditer un calendrier pour l'année 1980, avec des dessins de J.P. DUCRET sur des thèmes chers aux révolutionnaires.
 Ce calendrier est en vente à Publico au prix de 20 F l'unité (+ 3,50 F de frais de port si vous désirez vous le faire expédier).
 Vous pouvez vous le procurer directement auprès du groupe de Bordeaux, 7 rue du Muguet à Bordeaux ou le commander à cette même adresse où l'on vous fera une remise de 25% à partir de 5 exemplaires commandés. Les règlements effectués auprès du groupe de Bordeaux doivent être faits à l'ordre de G. Durou.

LE MONDE LIBERTAIRE

Redaction-Administration: 3 rue Ternois 75011 Paris
 Tel. 805.34.06 CCF Publico 11 289-15 Paris

	TARIF	
	Sous pli fermé	Etranger
France		
3 mois	50 F	78 F
6 mois	95 F	150 F
12 mois	180 F	280 F

* Tarif Etranger: RFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada.

Abonnez vous

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3 rue Ternois 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste

en bref...en bref...

Face aux contrôles racistes s'intensifiant au moment où le gouvernement essaie de faire voter ses lois anti-immigrés, projets qui instituent officiellement en France, une classe de parias, main d'œuvre taillable et corvéable à merci, vouée à une vie familiale précaire, dans l'incertitude du présent et du lendemain. Le MRAP lance une campagne contre les contrôles d'identité aux frontières. Immigrés - français, tous ensemble nous devons assumer cette campagne quotidiennement pour combattre le racisme.

J.L. Frazly, objeteur de conscience, dont la demande de statut a été refusée (de la même façon que pour 200 de ses camarades qui ont fait, comme lui, une demande stéréotypée dite « O.P. 20 »). Objection collective a été inculquée pour refus d'obéissance (refus de porter l'uniforme) et a été incarcéré à la Maison d'arrêt de St Paul à Lyon, en attendant que le recours qu'il a déposé en Conseil d'Etat soit examiné. Cette attente risque d'être longue. Aussi pour le soutenir, écrivez à : Monsieur Faucher, juge d'instruction auprès du TPTA - 1 rue Mouton Duvernet - 69003 Lyon

Procès de Claude Baleon vendredi 30 novembre 79 à 8 h 30 au tribunal de grande instance de Brest, pour renvoi de papiers militaires en soutien aux paysans du Larzac et contre l'intervention militaire au Zaïre. Cet ex-enseignant de l'école d'enseignement technique de l'armée de l'air de Saintes déclare : « Notre éducation était telle que nous devions peu à peu les ennemis de la société civile, on nous éduquait au niveau de l'esprit. A 16 ans, après le discours d'usage, on nous fit lamentablement signer un papier où nous reconnaissons donner à l'issue de notre scolarité à Saintes en principe de 2 ans 5 ans de notre vie ».

A la suite du refus d'une demande d'O.P. 20, Laurent Sublet, inouïs, a été arrêté le 1^{er} octobre 79 à Nyons. Il est parvenu à s'échapper le lendemain du camp militaire de Sathonay où il avait été conduit.

La Libre Pensée « proteste vigoureusement contre l'extradition de Franco Piperno et contre l'arrestation pour insoumission de Jean Fabre, secrétaire général du Parti radical italien » et s'élève « contre toutes les juridictions d'exception (tribunaux militaires...) ainsi qu'envers la conception répressive du nouvel espace judiciaire européen », elle « réclame à nouveau l'élargissement du statut d'objeteur de conscience et l'amnistie pour tous les non-violents, insoumis et objeteurs, actuellement poursuivis ».

La CNT française dénonce la loi sur le financement des partis. « Chaque citoyen, d'accord ou non, sera obligé - première conséquence, mais ce n'est pas la seule - d'engraisser les bureaucrates qui vivent déjà largement à ses crochets ». Elle dénonce, d'autre part, la loi d'affichage qui « réserve la propagande à ceux qui auront les moyens de payer une publicité légale ou les amendes ».

Le collectif avortement-contraception du 18^e arrondissement tient des permanences chaque mercredi de 16 à 19 h au local du groupe Louise-Michel de la F.A. 10 rue Robert Planquette Métro Blanche.

RECTIFICATIF

Contrairement à ce que nous avons annoncé la semaine dernière, les cours d'Espéranto se tiennent à l'adresse suivante : Bourne du Travail - rue du Château d'eau - M^o République.

Le chantage de la peur

La sécurité des Français! Voilà bien un thème sur lequel tous nos éminents politiciens, de gauche et de droite, semblent avoir une position identique. Car en dehors de quelques « frictions » dues essentiellement à leurs éternelles querelles politiciennes plutôt qu'au problème lui-même, il semble que dans ce domaine l'unité soit la plus totale. Pour les uns comme pour les autres, sous prétexte d'un certain climat d'insécurité, il s'agit de procéder à un renforcement de l'appareil policier, seul véritable remède à leurs yeux contre la criminalité ou encore la délinquance. Car plus de policiers égale plus de sécurité, c'est élémentaire... du moins c'est ce que tous ces politiciens soucieux de conserver leurs propres intérêts essaient de nous faire avaler.

Si le gouvernement, au cours de ces dernières années, n'a cessé d'augmenter les effectifs policiers, ces mesures sont, pour le Parti communiste, loin d'être suffisantes car, dit-il, « la police qu'organise M. Bonnet n'est pas en mesure d'assurer une véritable sécurité aux Français ». Mais alors que faut-il faire ? Les communistes eux, soucieux comme toujours du bien-être des populations estiment que dès maintenant il faut prendre des mesures pour régler ce problème de l'« insécurité ». Et ils ne manquent pas d'arguments les bougres! Tout d'abord ils considèrent comme un « scandale » que dans des villes de 400 000 habitants, seul le commissariat central soit ouvert la nuit ; comment voulez-vous dans ces conditions prévenir rapidement les flics sans trouver porte close ? D'autre part, les policiers travaillent dans des conditions déplorables des malheureux! Et surtout ils ne sont pas suffisamment nombreux! Et puis il faut des mesures de prévention très strictes, c'est-à-dire une infiltration policière dans tout le tissu social, une liaison étroite avec les services sociaux (assistants sociaux, psychiatres), bref une belle police bien démocratique, composée de bons syndicalistes, comme le service d'ordre de la CGT, et en osmose avec la population car le PCF est un parti « bien démocratique » comme l'est d'ailleurs le PC italien faisant front avec la Démocratie-Chrétienne ou encore le PC espagnol qui souhaite l'approfondissement des relations police/nation et qui demande le renforcement des structures policières, le flicage de la population, tout cela au nom de la sécurité publique, bien entendu.

Côté Parti socialiste, vous ne serez pas surpris, sans doute, d'appréhender que les positions sont sensiblement les mêmes, avec en plus un goût prononcé pour l'organisation de milices préventives. C'est le cas de ce maire rocardien dans le Vaucluse, qui, assisté de ses élus, organise chaque soir des ballades dissuasives... Pour tous ces hommes remplis de bonne volonté et qui ne pensent qu'à notre sécurité, il s'avère que la solution passe surtout par une nouvelle technique de surveillance qui nous vient tout droit d'Allemagne fédérale (flotage), et dont j'ai déjà parlé dans ces colonnes (ML 267 de mai 78). A



cette époque 20 flots « seulement » étaient mis en place sur Marseille, à titre d'expérience. Aujourd'hui cet flotage vient d'être étendu à toute la ville, divisée en 100 flots, regroupant chacun 9 000 personnes environ. Ce nouveau renforcement des structures policières se traduit en clair par : ilotage et patrouillage permanent par 6 compagnies territoriales, quadrillage par trois unités mobiles de sécurité et super quadrillage par 2 compagnies d'intervention et un CRS, le tout coordonné par un bureau placé sous la direction du chef de la sécurité générale, l'ensemble représentant environ un millier de policiers dont plus de la moitié seront en permanence sur la voie publique. Un beau programme!

Lu dans « Le Monde »

POLICE

Des policiers communistes soutiennent les inspecteurs de la P.J. parisienne dans leur « mouvement de lutte ». La cellule Karl Marx, de la préfecture de police, « se félicite », dans un communiqué, de la « grève du zèle » des inspecteurs de police qui « traduisent une volonté résolue (...) de refuser l'austérité et de voir satisfaites leurs légitimes revendications ».

Nouveauté importante, on ne se contentera plus désormais des quelques renseignements recueillis ça et là par le flic ilotier chez la boulangère ou le concierge du coin. En effet, les comités d'intérêts de quartiers seront désormais mis à contribution, leurs responsables s'étant d'ailleurs déclarés prêts à collaborer « sans jouer les délateurs nous apporterons un sérieux coup de main à cette sécurité dont nous avons tant besoin ».

Voilà qui devrait donc faire plaisir à tous nos politiciens. Cette notion d'insécurité-tarte à la crème semble rentrer dans la tête des gens qui, plus que jamais, sont prêts à collaborer. Mais il reste des irréductibles...

Denis LAROUSSINIE

SOUTENEZ
LE
MONDE LIBERTAIRE

Théâtre permanent aux forces armées

Le mardi 23 octobre a été présentée au TPTA (tribunal permanent des forces armées) de Metz une nouvelle pièce : *Tous en sursis*. Ce genre de représentation est paraît-il public, mais les acteurs professionnels évitent de faire de la publicité. L'assistance s'en est donc chargée elle-même.

L'annonce passa dans divers journaux, des affiches furent collées dans les couloirs du métro parisien ainsi que sur les murs de Metz. Des tracts furent distribués aux sorties des salles où l'on projetait *Apocalypse now*, et aux appels du contingent à la gare de l'Est. L'armée répliqua en déposant une plainte. Une perquisition eut lieu, le 20 octobre, au local de la permanence antimilitariste de la FA de Metz, par les renseignements généraux. Le mardi suivant, nous fûmes gâtés en assistant à deux reprises à la même représentation : ayant refusé son incorporation à la base aérienne 123, Alain Port était jugé par un tribunal militaire ; d'autre part, Philippe Giroud eut droit au tribunal de l'armée de terre, n'ayant pas rejoint le 503^e RCC. En cette occasion nous eûmes droit à un changement du procureur ; le premier dans le rôle du « méchant hypocrite », le second dans celui de « l'éducateur démagogue ».

du métro-boulot-dodo », alors que l'on ne lui demandait pas de penser mais de « travailler » (sic). Philippe, lui, subira les assauts d'un procureur nouveau-style. Pour lui, grâce au dialogue avec les officiers éducateurs, les jeunes antimilitaristes ne le sont pas vraiment. Ils se divertissent alors en trois courants : les non-violents, les religieux et les nihilistes. Les deux premiers sont récupérables... les autres ? L'avocate tint un discours digne d'une anarchiste : « Ils ne viennent pas chercher votre indulgence mais vous dire qu'ils ne supportent pas l'institution militaire. Ce n'est pas contre les hommes qui composent l'armée qu'ils ont, mais contre l'institution elle-même. Toutes les armées ont le même rôle et le même but (et elles le prouvent)! Que ce soit les Soudanaises à Prague, les Français en Algérie, les Vietnamiens au Cambodge, les Cambodgiens et les Argentins chez eux. Car on sait que lorsqu'une armée de libération se légalise, elle opprime. Que même l'armée chiennne que l'on disait la plus démocratique, est capable du pire. Qu'il ne faut pas oublier le coup d'Etat d'Alger, les soldats chargeant sabres au clair les mineurs en grève, qu'elle est le principal support des dictatures, qu'elles soient fascistes ou du prolétariat.



A 8 h 30, le théâtre avait ouvert ses portes, le public (une quarantaine de personnes) rejoignit la salle en passant entre deux haies de gendarmes, mais dût rester debout, les bancs ayant disparu pour l'occasion. Le procès débuta avec un président qui devait jouer en matinée et en soirée le même rôle. Son but : empêcher Alain et Philippe de placer le procès sur un plan politique. On parla donc d'aspirateurs, de fête de la St-Jean et de géographie. Enfin les témoins prirent la parole. Ce fut tout d'abord Théodore Monod qui, par ses connaissances et ses idées, fera taire le président. Il dénonça le caractère sacré donné à l'armée qui, comme toutes les Eglises, a ses hérésies. Il affirmera ensuite que s'il y eut une évolution technologique depuis l'âge de bronze, nous avons gardé une éthique pré-historique et qu'il est grand temps d'en changer, l'utopie n'étant pas l'irréalisable mais l'irréalisable. Minette suivra, démontrant que pour l'armée la femme n'est qu'une salope, une putain. L'appel au viol fait partie de l'éducation de l'appelé, les femmes n'ont qu'à croiser une troupe de bidasses pour s'en rendre compte. Ainsi, fallait-il entrer sous le tunnel de Chezy ou se faire traiter de gonze et de pédé ? Un officier se trouva insulté par ces propos et le président les jugea agressifs.

Puis vint le tour de Jean-Pierre. Son histoire fit planer un malaise sur les déguisés : « J'ai fait l'Algérie, moi! Je me suis engagé dans les paras à 18 ans. Moi, mes officiers c'était Trinquier, Château, Jobert, Bigard! Moi j'ai tué sans savoir pourquoi j'ai jeté des grenades dans les mechtas. Moi aussi j'ai déserté... Quand un officier m'a dit : « C'est foutu l'armée », j'ai fait l'OAS où j'ai continué ce qu'on m'avait appris. Pour ça, j'ai fait 2 ans de prison. Quand je suis sorti, j'ai braqué, je voulais travailler pour mon compte! Alors j'ai fait 9 ans de prison. Je suis d'accord avec eux, ils ont raison de refuser d'être des pions, des assassins que l'on déplace pour des intérêts économiques ». Marcel suivra, expliquant que beaucoup d'appelés ont envie de faire comme Alain et Philippe mais n'osent pas, par peur. « Vous avez demandé à vous faire votre service ? » lui demanda le président. « Oui, un an au 503^e RCC ». Eh oui, monsieur le président, les appelés évoluent aussi...

Les procureurs entrèrent alors en scène. Alain se vit reprocher de faire de « l'intellectualisme de mauvaise foi », du « nominalisme », de « vouloir sortir la masse

Pour finir, alors qu'Alain « bénéficiait » d'un chef d'accusation supplémentaire (refus du port de l'uniforme), ils eurent tous deux la même peine : 18 mois avec sursis. Pour ma part, je me pose une question : les six mois de préventive de Philippe et Alain n'ayant pas été compris dans la peine, leur a-t-on volé six mois de leur vie ?

B. ANDRÉ
(Gr. Sacco-Vanzetti)

Flagrant délit de procès politique à Toulon

Le tribunal correctionnel de Toulon a condamné le vendredi 26 octobre, suite au procès du 21 septembre, notre camarade Gérard Blain du groupe F.A. de la région toulonnaise, à un mois de prison avec sursis pour renvoi de livret militaire. Cette peine extrêmement sévère quoiqu'il y paraisse, prouve, s'il en était besoin, les intentions politiques de ce jugement. Le président Abselem accusera Gérard Blain de violence pour avoir réclamé la « mort de l'armée » et s'étonne en conséquence de l'attachement de l'accusé à la déclaration des Droits de l'Homme (sic).

Une fois de plus la non-violence anarchiste subit la violence de l'Etat qui ne se voile guère, ces temps derniers, que par le biais d'une justice soumise tentant de mettre au pas les « marginaux ». Oui, il y a bien eu à Toulon un procès politique... un procès fasciste ? Région toulonnaise de la F.A.

CONSCIENCE ET RÉVOLUTION

Nous avons écrit dans le *Monde Libertaire* 326 que la société post-révolutionnaire était engendrée par la société pré-révolutionnaire et non une société surgissant du néant des forces destructives de la révolution.

Elisée Reclus dans son livre *L'évolution, la révolution et l'idéal anarchique* nous explique que « chaque transformation de la matière, chaque réalisation d'idée est, dans la période même du changement, contrariée par l'inertie du milieu, et le phénomène nouveau ne peut s'accomplir que par un effort d'autant plus violent ou par une force d'autant plus puissante, que la résistance est plus grande ».

Il en tire ensuite les conséquences : « Le temps est venu de n'employer que des forces conscientes ; les évolutionnistes, arrivant enfin à la parfaite connaissance de ce qu'ils veulent réaliser dans la révolution prochaine, ont autre chose à faire qu'à soulever les mécontents et à les précipiter dans la mêlée, sans but et sans boussole. On peut dire que jusqu'à maintenant aucune révolution n'a été absolument raisonnée, et c'est pour cela qu'aucune n'a complètement triomphé ».

Bien des questions se posent aux travailleurs : on ne croit plus à l'union de la gauche comme avant, on croit beaucoup moins à l'exemple de l'URSS, de la Chine ou de Cuba, les confédérations syndicales sont bien inefficaces face aux mesures gouvernementales, jusqu'où ira Barre, que peut-on faire ?

Nous sommes dans une période interrogative, et non dans une période où les classes ouvrières ont la capacité politique définie par Proudhon, de gérer et d'administrer la société.



Meeting anarcho-syndicaliste à Barcelone en juillet 1977

Elisée Reclus mourra avant de voir ses idées prouvées à grande échelle : la révolution russe et autres révolutions chinoise ou cubaine, ont précipité les masses « sans but et sans boussole » dans les bras du bolchévisme ; il n'aura pas non plus vu la plus raisonnée par le prolétariat et la paysannerie : la révolution espagnole à l'initiative du peuple, de la F.A.I. et de la C.N.T.

Cette révolution espagnole, nous sommes les seuls à la défendre face à tous les marxistes qui l'effacent et préfèrent parler de leur prise de pouvoir dans les pays de l'Est pour les « officiels » ou qui la déclarent sympathique pour se montrer objectifs et mieux la déformer, la critiquer pour ceux d'opposition ou de conseils, qui, eux, préfèrent parler des révolutions ratées de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie.

Evidemment la société a changé depuis quarante ans, elle est devenue beaucoup plus complexe : les États sont dépendants les uns des autres et ont beaucoup plus de pouvoir, tant au niveau de la production qu'au niveau de l'inculcation de leur idéologie, la division du travail est de plus en plus développée, le savoir devient aussi important et même concurrentiel de la propriété du Capital, l'informatique et l'automatisation commencent à être appliquées à grande échelle, etc.

Mais cela ne change rien à nos principes de société sans gouvernement et les moyens pour y parvenir - grève gestionnaire expropriatrice, etc. - ; cependant plus l'État devient puissant et la société complexe, plus nous devons nous organiser pour comprendre cette société et lutter contre l'État pour parvenir à réaliser notre révolution anarchiste.

Face à ceux qui utilisent cette situation d'incertitude en essayant de déstabiliser la société pour prendre le pouvoir avec des propositions telles que le sabotage de n'importe quoi, les manifestations violentes, etc., nous devons plus que jamais faire de la propagande anarchiste, proposer de s'organiser, faire des propositions concrètes et non nous marginaliser en répondant à ces interrogations en jetant des gens dans des positions désespérées.

Faire des propositions réalistes et concrètes, ce n'est pas du réformisme, mais c'est intégrer dans nos principes et nos moyens d'action la réalité d'aujourd'hui et non se préoccuper d'un paradis futur de politique fiction où l'on ne sait pas ce qu'il y aura, mais où tout ce qui existe maintenant est aboli.

Nous devons expliquer ce qu'est une société sans gouvernement, ce qu'est l'autogestion, comment cela fonctionne et au profit de qui, ce qu'on fera du travail à la chaîne, ce qu'on fera de Paris et des concentrations urbaines, ce que sont nos moyens pour y parvenir, etc.

Plus que jamais, l'organisation est nécessaire pour être plus forts dans nos propositions et nos actions, plus que jamais le *Monde Libertaire* hebdomadaire est nécessaire pour faire nos propositions, plus que jamais il est nécessaire de travailler dans le mouvement ouvrier, dans les organisations syndicales et d'entrevoir la création d'une réelle organisation sociale, plus que jamais nous devons être présents dans notre société et non dans celle d'un fictif ailleurs.

Groupe MALATESTA
de la Fédération Anarchiste

NI ÉTAT, NI PARTI, NI SYNDICAT... POUR L'AUTO-ORGANISATION

Depuis quelques numéros, un débat s'est ouvert dans le *Monde Libertaire*. On y parle d'autonomie, de fédéralisme, de syndicalisme ou de conseils (soviets). Que l'on ne s'y trompe pas. Il ne s'agit pas de débats politiques, même si pour le moment seuls des militants de la F.A. y participent : une contribution des lecteurs et sympathisants anars n'est pas seulement souhaitable. Elle est nécessaire et fondamentale et pour la richesse du débat et pour la vie même du journal.

Il ne s'agit pas non plus d'un vieux débat dépassé que des anars en mal de production essaient de ressusciter, mais bel et bien d'un débat actuel, même si on revient quelquefois sur certaines expériences « historiques ».

Quand on discute aujourd'hui d'autonomie, il n'est pas rare de parler de « mode » autonome, avec tout ce que ce terme implique de superficialité et de manque de sérieux. Quand cela vient du pouvoir ou de la presse liée aux organisations autoritaires (de gauche comme de droite) cela se comprend : ces gens-là défendent leur existence même ! Par contre l'on comprend moins quand le même discours est tenu par des libertaires.

Une mode, si mode il y a, n'est ni innocente ni gratuite et l'on est en droit de (se) demander justement et sans jeu de mots, s'il n'est pas « à la mode » de parler de « mode autonome », pour évacuer le débat et éviter une éventuelle remise en question de sa propre pratique et de son propre confort intellectuel.

Le syndicalisme, anarcho si on veut

Le camarade Louis commence par dénoncer la « mode » autonome. Il nous explique que si l'autonomie et l'anti-syndicalisme sont en vogue, c'est que les directions syndicales ont trahi les masses et qu'il ne faut pas confondre le fond et la forme : on peut critiquer la « forme » (la mauvaise gestion en quelque sorte) du syndicat, mais le « fond » demeure et demeurera toujours valable, malgré les ministres de la CNT en Espagne et malgré les Seguy, les Maire voire même les Bergeron, ces méchants manipulateurs des masses françaises. S'appuyant sur un article du groupe Malatesta de la F.A. (cf. M.L. 325), le camarade Louis nous explique aussi que prôner l'autonomie et l'anti-syndicalisme (auprès des « jeunes ») relève du romantisme, voire de la démagogie. Romantisme auquel il nous conseille d'opposer une « analyse méthodique et réaliste de la société ».

Deux thèses constituent l'argumentation du camarade Louis en faveur du syndicalisme :

- L'immense majorité des syndiqués (« qui représente qu'on le veuille ou non, à une forte proportion d'entre eux, la fraction des travailleurs la plus consciente de son exploitation », écrit le camarade) croit encore aux vertus du syndicalisme.

- La nécessité d'une organisation capable de relancer l'économie après la révolution. Sinon, nous prévient le camarade, c'est le chaos et, par conséquent, l'écrasement de la révolution par la réaction de gauche ou de droite. Il écrit : « c'est l'organisation syndicale qui est capable de jouer ce rôle au niveau de la production car elle seule possède les structures adéquates » (nous soulignons).

Derrière le réalisme, le goulag

Une première remarque : c'est toujours au nom du « réalisme » (nécessités « objectives » et autres inepties du même genre) qu'ont été trahies et écrasées les révolutions. Ni Lénine, ni Trotsky, ni les ministres de la CNT ne nous contrediront... C'est pour éviter le « chaos » révolutionnaire et post-révolutionnaire que l'on a toujours rétabli l'ordre et l'autorité... avec ce cela implique de « goulags » ou de camps de travail. Ce n'est pas hasard non plus que l'idéologie dominante attribue deux synonymes au mot « anarchie » que l'on emploie selon la situation : « chaos » en période révolutionnaire, « utopie » en période de « paix » sociale.

Le camarade Louis qui cite souvent l'Histoire, ne voit-il pas que l'on nous a toujours bâillonés et fusillés au nom du Réalisme et de l'Ordre ? L'anarchie n'en déplaît à Ferré, n'est pas seulement l'Ordre moins le pouvoir... Le camarade ne comprend-il donc pas que les « réalistes » et les « analystes méthodiques » d'aujourd'hui sont les fusilliers de demain ?

Que l'on soit clair : il ne s'agit pas d'une simple querelle de vocabulaire ; les mots ne sont pas que des mots et l'idéologie qui est derrière peut être (et a été) meurtrière. Nous en savons quelque chose, nous, anarchistes...

Panurge et la lutte des classes

En dehors du fait que les anarcho-syndicalistes ne soient pas moins minoritaires que les anti-syndicalistes au sein du mouvement ouvrier, il nous semble que prôner le syndicalisme (fut-il anarchique) parce que la majorité y croit, constitue un raisonnement faux et politiquement dangereux :

- cela repose tout d'abord sur une « analyse quantitative » : c'est croire que ce qui est majoritaire est forcément valable, sans tenir compte ni de l'idéologie dominante ni des appareils (d'État ou non) qui nous font accepter et subir cette idéologie. Nous essaierons de montrer plus loin que l'appareil syndical quelle que soit sa « couleur » n'est qu'un de ces appareils.

- Il s'agit ensuite d'une vision statique de la réalité sociale : c'est prendre le rapport de force actuel pour une structure immuable et, en dernière analyse, nier la lutte des classes. A quoi bon militer si l'on ne peut rien faire, et surtout d'adhérer à une organisation dont le but est précisément de contribuer à renverser ce rapport de force ?

- Il s'agit enfin d'une position politique avant-gardiste : c'est, sous couvert d'aller aux « masses » (ou au « Peuple » ou au « Prolétariat »), y aller pour montrer le « bon » chemin. Les directions syndicales sont « pourries »... mais attendez qu'on y soit, on vous « guidera »... Si cette position est conforme à l'analyse et au projet des organisations dites « marxistes », elle n'a jamais eu l'appui des anarchistes, du moins de ceux qui le sont dans leur pratique, pas forcément tous ceux qui le disent, les Panurge en puissance, petits Lénine du drapeau noir... Passons.

La seconde thèse du camarade (« nécessité de l'organisation syndicale pour relancer l'économie après la révolution ») résume à elle seule toute l'argumentation anarcho-syndicaliste. De longs développements seraient nécessaires pour répondre d'une manière assez complète. Cependant, et étant donné le cadre limité de cet article, nous ne nous arrêterons, brièvement d'ailleurs, que sur quelques points :

La situation politique actuelle

Elle se caractérise schématiquement par trois aspects :

- Un État de plus en plus interventionniste et, en dernière analyse, plus totalitaire, cherchant à maintenir un consensus social le plus large possible et excluant, par la force au besoin, toute opposition radicale : militarisation de la société et généralisation du fichage ; mise en place de structures et d'appareils de contrôle social, d'intégration et de « normalisation » (d'élimination le cas échéant) des individus ; développement sans précédent de la Sécurité Sociale, des Allocations de chômage et des Assurances de toutes sortes ; facilités de crédit pour les ménages, etc.

- Une opposition institutionnelle dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle est réformiste. Elle constitue un rouage aussi nécessaire que l'État pour la maintenance du système capitaliste (salariat et production marchande). Partenaire non-antagoniste du pouvoir, elle même en fin de compte le même jeu, défendant les mêmes intérêts, même si elle en conteste parfois les modalités d'application... - Le troisième aspect est plus récent et peut-être plus riche en promesses révolutionnaires. Il s'agit de ce que nous désignons par « opposition extra-institutionnelle » et qui recouvre des pratiques qui se situent souvent à l'extérieur des organisations politiques traditionnelles : comités de quartiers, luttes écolologiques, féministes, anti-psychiatriques ou dans le secteur de l'éducation ; ainsi que toute la mouvance « autonome » qui, au-delà du caractère folklorique et spectaculaire que lui attribuent les mass-média, le pouvoir et même la gauche institutionnelle (voire extrême), exprime souvent de nouvelles aspirations anti-autoritaires et « horizontalistes ». C'est un mouvement informel, plein de contradictions et souvent en crise. Mais, il y a là peut-être l'esquisse, aussi confuse qu'elle soit, d'une rupture profonde et radicale avec le système social actuel...

Le syndicat contre la révolution

Tout d'abord, il nous faut essayer, encore une fois, de régler son compte à une croyance tenace chez les partisans du syndicalisme : le fond (le principe organisationnel syndical) est toujours valable, seule la forme (les dirigeants « pourris » en l'occurrence) peut être corrompue. Il suffit de réfléchir deux secondes pour se rendre compte que c'est la structure syndicale qui produit (et détermine en dernière analyse) les directions syndicales et non le contraire,

même si ces directions ont une certaine action en retour sur la structure...

Ensuite il nous semble qu'il n'est point besoin de disserter longuement pour savoir si le syndicalisme est révolutionnaire ou pas ; il suffit de répondre à une seule question : de par sa nature et de par sa fonction, le syndicalisme remet-il en cause le système capitaliste ? Pour nous, communistes-anarchistes, la réponse est claire et nous l'articulerons en trois points : - Le syndicalisme est contre-révolutionnaire parce qu'il demeure corporatiste : à aucun moment, de par son modèle d'organisation (calculé par la force des choses sur l'organisation capitaliste de la production) il ne peut remettre en question la division du travail, une des deux bases essentielles du capitalisme (l'autre étant le salariat).

- Le syndicalisme ne peut être que contre-révolutionnaire, aujourd'hui comme demain, parce qu'il s'appuiera toujours sur l'organisation de masses qui se substitue précisément à ces « masses » qu'elle « représente ». Quelle que soit la bonne volonté (l'intégrité, etc.) du responsable syndical, la délégation de pouvoir ne peut qu'amener l'autoritarisme et la bureaucratie. En ce sens, il nous paraît pour le moins contradictoire de dénoncer les partis politiques et le parlementarisme d'un côté et de prôner une organisation de type syndical de l'autre. L'avant-gardisme et le parasitisme bureaucratique ne sont pas que des « accidents » du syndicalisme mais ses enfants naturels...

- Enfin le syndicalisme est contre-révolutionnaire de par sa formation même de partenaire social dans le « dialogue » avec le capital. Censé « représenter » les travailleurs, il ne fait que les encadrer/engager/et canaliser/désamorcer leur mécontentement. Interlocuteur valable, il sait être « réaliste » et « responsable » : il ne demande même pas ce qu'il est possible, si on ne le pousse pas... Chien de garde de la production marchande, il sait faire obstacle à tout « aventurisme » : tout ce qui menace le système sans lequel le syndicalisme lui-même n'existerait pas relève de l'aventurisme... En fin de compte, bien que sous « label prolétarien », le syndicalisme ne fait que perpétuer la même idéologie : salariat, division capitaliste du travail, mythe de la croissance économique dont dépendrait le bien-être général, etc.

Épousant la division capitaliste du travail, reproduisant l'organisation sociale de la société de classe (hiérarchie, délégation de pouvoir) et défendant la production marchande, le syndicalisme contribue largement à l'édification du consensus et de la « paix » sociale sans lesquels la production (exploitation) ne marcherait plus. Qu'elle relève l'homme dit le poète...

Encore faut-il s'en donner les moyens !

Pour l'auto-organisation, « autonomie » comme ils disent

Les expériences historiques d'auto-organisation sont suffisamment connues pour que l'on n'y revienne pas. Par contre, il est peut-être utile de préciser ce que l'auto-organisation implique pour nous :

- Rejet de l'avant-gardisme sous toutes ses formes.

- Action et propagande continues pour dénoncer toute mainmise, aussi bien intentionnelle soit-elle, sur nos vies : ni État, ni parti, ni syndicat, ni aucune institution.

- Action et propagande continues pour inciter les gens à prendre en charge leurs problèmes et à s'auto-organiser.

- Action et propagande continues par/ pour la démocratie directe et par/ pour un fédéralisme basé sur l'égalité et la solidarité.

- Action et propagande continues pour populariser, et l'analyse de la société actuelle et notre projet anarchiste révolutionnaire, l'intervention dans les luttes ici et maintenant, étant le meilleur moyen de faire connaître nos positions.

Nous ne prétendons pas inventer une recette miracle pour réussir la révolution, ni être les seuls dépositaires de la Vérité. Nous essayons seulement de nous en tenir à un principe anarchiste que l'on oublie souvent : ce sont les moyens qu'on utilise qui façonnent et déterminent la fin et non le contraire.

C'est par l'auto-organisation des luttes d'aujourd'hui que se forge l'autogestion de demain.

MORHTAR (Groupe communiste-anarchiste E. Goldman - F.A. 11*)

Où en sont les luttes et revendications féministes ?

BREF ASPECT HISTORIQUE ET PONCTUEL

Le renouvellement de la loi Veil met le féminisme à l'ordre du jour. Les années 70 ont donné son amplitude sociale et politique à un mouvement qui semblait bien marginalisé jusqu'alors. L'abrogation de la loi de 1920 et la prorogation définitive de celle de 74 pouvaient servir de pôles pour capter l'attention de la population sur des problèmes demeurés l'apanage des seuls cercles intellectuels ou révolutionnaires. La lutte pour la libération de la femme n'est pas si récente ; de tous temps les mouvements révolutionnaires ont ponctué les transformations sociales et économiques de la société où ils évoluaient d'une volonté de libération des rapports humains entre hommes, femmes et enfants. L'évolution des mœurs aidant, ces revendications et proclamations se sont empoissées dans les livres d'histoire.

publique nous interdisent toute violence sur autrui. Cette même morale, pourtant, véhicule une soumission constante de la femme au mâle, son abaissement à un objet utilitaire et sexuel. Il revient donc à ces demi-mesures d'assumer pleinement leur rôle dans la continuité temporelle que les hommes voient dans la femme : une machine sexuelle, maternelle, ménagère et réceptrice de dévouements virils. Assumer une violence n'est pas l'empêcher. Et le féminisme, même s'il dénonce le viol et renvoie la balle au moraliste, ne veut en rester là. Conscientes de l'horreur de l'acte lui-même et de toute l'idéologie machiste et autoritaire qu'il véhicule, les femmes quittent le rôle de victimes pour arracher la hache au bourreau. Pour dénoncer et empêcher cette criminalité acquise et entretenue par les coutumes, elles se servent de la justice en guise de tribune politique. Le but tant recherché est at-

Ainsi nous limons certaines chaînes qui l'emprisonnent en gardant à l'esprit qu'une véritable émancipation de la femme passe par la destruction de l'économie de profit.

Voir des femmes atteindre les sommets des directions d'entreprise ou de l'État n'est pas une préfiguration de cette future liberté. Un Arabe, un Juif ou une féministe, devenus patron, juge ou ministre, conservent toutes les caractéristiques inhérentes à leur fonction : dirigeant(e) de l'exploitation, oppression et répression. Intégrer la femme dans les hautes sphères de notre société de classes masque, en définitive, les problèmes posés par son émancipation. Car dans ce combat essentiel, tout semble oublier le cadre de la société de classes où nous évoluons. Femmes bourgeoises et ouvrières se rejoignent dans une dénonciation et condamnation des liens qui les enserment, mais s'éloignent l'une de l'autre dans les divergences insolubles des intérêts de classes qui les opposent. L'une profite de l'économie de marché, alors que l'autre la subit. Encore une fois, l'économie prévaut dans l'évolution révolutionnaire ou réformatrice de cette lutte. S'émanciper de la tutelle du mâle sans refuser ses privilèges, place la femme bourgeoise au même niveau que son compagnon. Toutefois, n'oublions pas qu'une sécurité et aisance bourgeoise s'accroissent pour la femme d'une abdication de sa liberté. Son rôle étant d'être un modèle de la féminité, de la mère et maîtresse de maison un dilemme se place devant elle : être libre mais non privilégiée... ou illi-

Bourgeoise ou travailleuse ne doivent donc pas chercher leur émancipation dans le monde actuel, monde imprégné de moralisme autoritaire et d'exploitation salariale. Un refus total et sans retour de l'ensemble des bases de la société capitaliste leur ouvrira la voie libératrice. Partout où elles se tournent, elles font face à un mur d'oppression économique, religieuse, étatique et moraliste. Attaquer et détruire la morale reste lettre morte si nous laissons l'aspect économique de côté. L'inverse reste également vrai. Subissant des restrictions et oppressions à la fois divergentes et convergentes, les femmes bourgeoises, ouvrières, immigrées ne se solidariseront que dans le rejet total de leur oppression. Oppression qui est forte, mais qui n'est qu'un élément de celle qui pèse sur les classes exploitées du monde entier.

Le combat féministe doit s'allier, sous peine d'être intégré, à une lutte globale de remise en cause des sociétés autoritaires.

Thyde ROSELL



Accompagnant des transformations radicales de l'économie, les luttes pour la libération de la femme n'ont jamais été acceptées par les gouvernements qui les ont combattues de toutes leurs forces. Aujourd'hui le problème se pose différemment. Avorter, vivre en concubinage étaient taxés de radicalisme et entraînaient désapprobation et répression jusqu'au 19^e et début du 20^e siècle. Aujourd'hui, ces divers modes de vie ont été, dans une large mesure, adoptés puis digérés par un capitalisme libéral. Sécurisés par une continuité de rapports économiques fondés sur l'exploitation, les tenants du pouvoir ont laissé les populations transformer leur quotidien par une évolution des comportements qui rapproche une société de classes de ses composants de base.

teint, mais enfante une répression et un autoritarisme similaire à l'acte si décrié. La roue tourne : la répression change de visage mais non de moyens. Enfermer un homme - tout phalocrate soit-il - pendant 10 ou 20 ans ne détruit ni la misère sexuelle ni la morale autoritaire, premières responsables de ces violences. Gisèle Halimi, nouvelle sœur d'une confrérie épistolaire où se retrouvent ces irresponsables sanguinaires pleurant après une peine de mort en guise d'exemplarité, compagnons tragiques de carabiniers « légitime défense », ne s'engage pas sur la voie de la véritable émancipation des femmes, bien au contraire. Nous combattons autant la violence du viol que l'emprisonnement. Ce problème ne sera pas résolu par un appareil judiciaire au service de l'État et de la morale officielle.

C'est dans les fondements du comportement social qu'il faut en rechercher les causes. Sortir l'individu des vingt siècles de christianisme, refuser des lois sociales dictées par des intérêts étatiques et capitalistes peut détruire cette carapace phalocratique. Le rejet définitif de l'uniformité sociologique imposée par l'autoritarisme économique nous amène dans une voie non-réformatrice, non répressive... mais simplement libératrice.

AU TRAVAIL SALARIE

La libération de la femme par le travail est un piège à éviter. Aucun individu ne sera libéré des chaînes qui l'emprisonnent à travers l'esclavage salarial. La destruction de l'image d'Épinal que constitue la femme au foyer ne passe pas par cette double exploitation : travail salarial + tâches ménagères et maternelles. Raisonnablement logique mais qui, toutefois, ne tient pas compte des réalités. Le cocon tissé par le cercle familial (habitudes de l'enfance et de l'adolescence), la répartition des tâches quotidiennes en nobles et ingrates, vont à l'encontre de cette analyse. Laisser la femme étrangère à la vie sociale, en la maintenant dans un cercle relationnel restreint (rapports familiaux ou de voisinage entre ménagères) n'entre pas dans nos propos. Lui offrir les clés d'une prétendue « libération » en l'expédiant dans une double exploitation n'est certes pas une solution. La libération par le travail salarié devient un exutoire. Nous pouvons simplement favoriser aux couches sociales « défavorisées » : femmes, enfants, immigrés etc., une excursion dans les échelons supérieurs de l'oppression. La femme dans le cadre tracé par le capitalisme, se doit d'atteindre le degré d'exploitation de l'homme.

Acquiescer une indépendance matérielle (sous-entendre un degré de mouvance plus agréable dans une société de consommation).

- Refuser l'exploitation familiale.

RAPIDE INTRUSION DANS LE COMPLEXE MILITARO-INDUSTRIEL DU CAPITALISME FRANÇAIS

Suivant les estimations officielles des « experts internationaux » qui, dans ce domaine comme dans tant d'autres domaines, auraient plutôt une « diplomatie » mais néanmoins tenace proposition à « sous-expertiser » la barbarie sociale régnante, le capitalisme militaire mondial produit chaque année pour plus de 420 milliards de dollars sonnants et rébuchants.

Dans le gigantesque et commercial marathon des tanks, missiles et autres, c'est, après les USA et l'URSS, l'État français qui s'avance pompeusement et crapuleusement pour quérir la médaille de bronze ensanglantée du sordide commerce de la mort. Sur les 10 années d'exploitation et d'oppression qui viennent de s'écouler, les exportations militaires qu'a effectuées la bourgeoisie française ont quadruplé, alors que l'ensemble du commerce extérieur n'arrivait, seulement, lui, qu'à doubler péniblement.

Depuis 1969 le rythme accéléré des ventes de matériel militaire a été globalement deux fois plus rapide que celui des exportations dites « civiles ».



Aujourd'hui, comme cela avait déjà été montré et démontré dans un article précédent : « Contre l'esclavage salarial, sa restructuration et ses piliers syndicaux... » (M.L. 301-302), la production militaire représente plus de 20% du budget général et cette année le budget armement devrait être gratifié d'une substantielle augmentation de près de 15%.

En 1976, la bourgeoisie de France et son État ont reconnu publiquement (c'est-à-dire sans compter les dessous de table et il y en a beaucoup dans tous les sens) l' avoir vendu pour plus de 17 milliards de francs d'armes de toutes catégories.

France, terre d'asile

Tahar Lazar, le 2 avril dernier, a été condamné par défaut, à un mois de prison et 500 F. d'amende par le tribunal de Nanterre, pour un accident de la circulation, suivi d'une altercation.

Notre Zorro national (M. Bonnet), selon le bon principe qu'a adopté le gouvernement, envoie à M. Lazar un ordre d'expulsion. Jusque là nous retrouvons encore une fois la restructuration économique qui consiste à foutre les émigrés dehors.

Pour beaucoup de Français, voilà une affaire banale à laquelle on ne prête aucune attention. Mais quand on sait que M. Tahar Lazar, né en Algérie en 1943, est, au regard de la loi, de nationalité française depuis 1965, marié à une infirmière française, ayant deux enfants de la même nationalité ; même si nous savons que la Justice est un outil qu'utilise la bourgeoisie comme moyen de pression sur le peuple et que de ce fait, elle se permet de nombreux abus, on aurait pu croire qu'elle n'aurait quand même pas perdu tous ses scrupules.

Si déjà nous acceptons que les émigrés soient refoulés à la frontière comme des mal-propres, sans se sentir frustrés dans notre souci de liberté, sans voir s'enlever un soi-disant « libéralisme » vers une dictature policière bien établie, il faut y mettre de la bonne volonté.

Mais quand on refoule des Français, même s'ils ont le peau mate, là, on peut se demander jusqu'où ira la mascarade démocratique de notre pays d'accueil (souvenons-nous de Klaus Croissant venu d'Allemagne chercher une terre d'asile en France).

Pour nous, il y a longtemps que la preuve est faite. Notre économie tombe en ruines et les impuissants du gouvernement feront n'importe quoi pour la

maintenir en place. D'abord ils prennent des boucs-émissaires (les émigrés, le pétrole, le manque d'enfants, etc.), après : à qui le tour ?

Ce qui est sûr, c'est que les structures capitalistes sont pourries à la base et que les élections instituées par l'État et la bourgeoisie ne les remettront jamais en cause. Tous les rafistolages proposés par les divers partis de droite ou de gauche, à coup de réformes, ne feront jamais que du recrépissage que l'on fait à une maison de paille, ayant comme objectifs de limiter et de contenir les quelques réactions de révoltes ouvrières.

Voilà trop longtemps que nous sommes témoins d'un match politique que s'offrent les syndicats et les partis politiques. Ce qui n'empêche nullement aux bonnes-à-tout-faire de la bourgeoisie de diminuer le pouvoir d'achat, d'élargir son système policier, d'agrandir les inégalités et d'accroître son profit.

Cela a assez duré ; il ne s'agit plus d'être spectateurs, mais les acteurs principaux, car si nous voulons voir un réel changement dans notre vie quotidienne, il faut que chacun de nous prenne part à la transformation, non pas en restant passif devant sa télévision, le soir en regardant les informations, mais en allant régler nos différends dans la rue, en s'organisant entre nous spontanément dans les entreprises, pour créer un réel rapport de force, pour pouvoir lutter sur des bases solides, en exprimant une solidarité pour tenir le choc devant les répressions de la classe dominante.

Ne pas laisser les autres s'exprimer à sa place est la meilleure façon de se faire entendre et si dès à présent nous ne nous faisons pas entendre, nous risquons de perdre la parole définitivement.

Groupe KROPOTKINE

A l'heure actuelle, la nécessité vitale pour le capitalisme français d'effectuer une restructuration vaste et prolongée l'a inévitablement conduit à adapter et diriger ses rouages de production vers des secteurs pour lui nettement bénéficiaires, c'est-à-dire là où il est effectivement et réellement compétitif à l'échelle internationale de la concurrence salariale et technique.

L'armement est de ces secteurs « privilégiés-là », il se vend bien partout et, de plus, il a l'intérêt de jouer un rôle multiplicateur sur un nombre considérable (acier, automobile, électronique, nucléaire) de secteurs de production parallèles.

Alors que les investissements ont été « sournoisement » réduits de plus de 10% dans le secteur éducation (en temps de « crise », l'alphabétisation systématique prend figure de nécessité politique), plus de 55% des crédits alloués à la recherche scientifique sont maintenant utilisés par l'armée.

Désormais, le commerce des armes (profit encore et toujours oblige !) représente plus de 35% du chiffre d'affaires de la SNIAS et 40% de celui de la SNECMA.

Pour perpétuer durablement leur hégémonie de classe, les dictatures capitalistes (privées ou d'État) qui n'ont pas encore accédé à l'auto-suffisance militaire, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, ont un besoin de plus en plus urgent d'acquiescer ailleurs les « équipements adéquats » aussi bien pour maintenir fermement leur prolétariat respectif dans un état de sujétion et de servitude « suffisant » que pour contrecarrer d'éventuels agresseurs régionaux.

Heureusement pour ces bourgeoisies toujours à la recherche de « pourvoyeurs efficaces et sérieux », le capitalisme français est là, toujours prêt à rendre de bons et loyaux services aux exploités confirmés capables de le gratifier comme il se doit. De Chine en Centrafrique, du Brésil en Afrique du sud, le capital français et ses produits militaires, servis par une politique extérieure tous azimuts, engraisent à qui mieux mieux dans le « florissant et savoureux » marché des subtils appareils à couper, hacher, transpercer, dépecer, taillader (...) la viande humaine et prolétaire.

La reconversion actuelle du capitalisme français est en passe, par ce biais, de mettre en place une structure militaro-industrielle largement prédominante, à la fois dans le budget et dans la société elle-même.

C'est une infection économique et idéologique de plus que le système salarial et étatique nous impose pour survivre, c'est là une époque de barbarie accélérée et répression généralisée qui s'annonce, en ce moment où le mode capitaliste de destruction commence à prédéterminer une large part de l'ensemble des rouages de production.

Au moment où la politique des États devient un commerce militaire planifié et informatisé à grande échelle, tout cela doit, une fois de plus, nous faire clairement entrevoir que le commerce des armes et à terme la guerre en tant que telle ne sont rien d'autres pour le capitalisme que le résultat logique et nécessaire de la concurrence commerciale internationale poussée jusqu'à ses plus extrêmes conséquences.

Tout ceci ne fut bien entendu pas dit à un certain « débat » de certains « Dossiers de l'écran » passés ; le contraire eut d'ailleurs été, avouons-le, fort étonnant !

Ce que nous savons par contre, c'est qu'aujourd'hui face à cela et contre cela, plus que jamais c'est aux communistes-anarchistes, à la lumière des expériences du prolétariat révolutionnaire et de leur théorie critique, de prouver (par la propagande et l'action) que la seule façon concrète de briser cet engrenage militaro-capitaliste et de mettre fin aux guerres en cours et d'éviter celles que l'on nous prépare, c'est de déclencher la guerre sociale contre les premiers et évidents fauteurs de guerre ; contre les valets du Capital et de l'État, c'est de provoquer le plus tôt possible à un niveau mondial la guerre de classe contre toute forme d'exploitation, d'aliénation et de crime « militairement et à priori légitimés... ».

Groupe Commune de Kronstadt

LE FÉMINISME

La politique féministe s'inscrit dans ce cadre. Les comportements, modalités d'action et revendications se sont modelés à un enracinement sociologique passif. Le parallèle des luttes historiques et actuelles met en évidence la transformation du mouvement féministe qui s'éloigne d'un passé révolutionnaire proche ou lointain. C'est sous la pression des luttes des femmes que le Parlement vota le texte Veil. Des moyens radicaux ont donc imposé un but réformatrice. Que cela soit dans le domaine social ou économique, les anarchistes ont toujours refusé de maintenir les luttes ouvrières ou autres sur un unique plan revendicatif. Une victoire réformatrice se place en deçà de l'ensemble de nos propositions et entraîne les luttes dans une décomposition rapide de ses éléments. Le féminisme en est un exemple type. Après l'acceptation par tous : l'État, ses législateurs et les travailleurs - de l'entrée de l'IVG dans le domaine public, le mouvement féministe a maintenu un cap réformatrice. Le danger représenté par celui-ci ne va pas simplement à l'encontre du but recherché par le combat réformatrice, mais s'oppose à d'autres combats sociaux et économiques. Corporatisme et monolithisme de luttes spécifiques enchaînent non pas une cascade d'évolutions - préfiguration d'une révolution - mais des contradictions sociales éloignant les unes des autres les diverses voies où se sont engagés les mouvements oppositionnels à la société actuelle.

FACE AU VIOL

Tous, nous nous opposons au viol : individus, partis, justice... mais les mœurs ne suivent pas une morale ne s'intégrant nullement à la vie quotidienne. Le judéo-christianisme, une conscience libérale et laïque, héritière de la III^e Ré-

continuation de
d'une part une
de camarade
propos d'auto-
an résumé quel-
designer comme
nt anarchiste et

ements d'analyse
et à propos de
d'organisation)

ont une certaine
structure...

qu'il n'est point
vement pour sa-
révolutionnaire
ndre à une seule

ture et de par sa
remet-il en cause

Pour nous, cette
réponse est clai-
en trois points :

ontre-révolution-
corporatiste ;

par son modèle

par la force des
capitalistes de

remettre en ques-
tion, une des deux

capitalisme (l'autre

à être que contre

d'hui comme de-
ciera toujours sur

qui se substitue

ses » qu'elle « re-
soit la bonne vo-

du responsable

de pouvoir ne

litanisme et la bu-

», il nous paraît

toire de dénoncer

parlementarisme

une organisation

tre. L'avant-gar-

de bureaucratique

« accidents » de

des enfants naturels...

est contre-révo-

formation même

ans le « dialogue »

représenter à les

que les encadrer /

iser/désamorcer

Interlocuteur va-

« et » respon-

de même pas ce

le le pousse pas o-

production mar-

ciacé à tout « aven-

l menace le sys-

radicalisme lui-mê-

lève de l'« aven-

compte, bien que

», le syndicalisme

même idéologie :

aliste du travail,

économique dont

général, etc.

capitaliste du tra-

nscription sociale

(hiérarchie, délé-

gérant la pro-

syndicalisme con-

fication du consen-

sans lesquels (re-

cherche) ne mar-

le) comme disait

onner les moyens l

rganisation, com-

me ils disent

storiales d'auto-

vement connus

années pas. Par

con- il de préciser ce

on implique pour

isme sous toutes

de continues pour

mise, aussi bien

sur nos vies ; ni

cat, ni aucune ins-

de continues pour

dre en charge leurs

-organiser.

de continues par /

irecte et par/pour

sur l'égalité et la

de continues pour

analyse de la société

ant anarchiste révo-

on dans les luttes

le meilleur moyen

positions.

ne pas inventer une

ussir la révolution,

itaires de la Vérité

ment de nous en

archiste que l'on

et détermine la

rganisation des lu-

te forge l'autoges-

roupe communiste-

ldman - F.A. 11*)

informations internationales

Allemagne

APRES LES ELECTIONS DE BREME — Plus que la majorité absolue conservée - de justesse - par le parti social-démocrate et le maire sortant Koschnick, c'est l'entrée au Parlement régional de quatre élus de la liste « verte » qui a retenu l'attention. Cette liste se proclamait purement écologique et gardait le silence sur les questions d'ordre politique ou syndical. A sa tête : des membres démissionnaires du SPD (dont le chef de liste Olaf Dinné) qui ont bénéficié de la bénédiction de Rudi Dutschke (le militant bien connu du gauchisme extraparlémentaire de 68-69), mais aussi de pas mal de voix « nationales ». Cet amalgame a donné aux « verts » 5,2% des voix, tandis que la liste d'« alternative », nettement orientée vers l'extrême-gauche, ne recueillait que 1,4%. On verra ce que feront - ou pourront faire - ces quatre élus. Mais d'ores et déjà, on peut prévoir bien des tractations, bien des querelles pour les élections futures au Bundestag entre les « verts » purement(?) écologiques et les tenants des listes d'« Alternative » qui avaient recueilli à Hambourg et à Berlin-ouest, environ 3,5% des suffrages. Dans ces cuisines électorales, le mouvement anti-nucléaire n'a pas grand chose à gagner.

Républiques « populaires »

TCHÉCOSLOVAQUIE — LES PROCES

Il y a des gens qui, au péril de leur vie, passent à l'ouest, mais il y a aussi ceux - contestataires ou dissidents - qui, après quelques années de prison ou d'hôpital psychiatrique, sont expulsés et contraints de passer à l'ouest. Deux de ces ex-patriés « par force » viennent d'arriver de l'Allemagne de l'Est. Le premier, Niko Hübner âgé de 23 ans, dont les parents sont de hauts fonctionnaires du parti communiste (SED) avait été condamné à 5 ans de prison pour insoumission. Le second, Rudolf Bahro, âgé de 43 ans, avait été condamné à 8 ans de prison à la suite de la publication de son livre « L'alternative ». Il dénonçait le régime de l'Allemagne de l'est, caricature du « vrai » communisme, au nom de l'orthodoxie marxiste. Tous deux se réclament de la pure doctrine et pensent - naïvement ! - qu'il y a un bon communisme étouffé par les abus de la bureaucratie et de la clique de l'Appareil. De futures recrues pour l'euro-communisme !

En Tchécoslovaquie, la chasse aux signataires de la « Charte 77 » continue. Le 27 avril 1978, 17 signataires de la Charte avaient créé le « comité pour la défense des personnes injustement poursuivies » (VONS) : tous furent arrêtés le 29 mai dernier. Certains furent relâchés, les autres feront l'objet de procès pour « subversion ». Six des inculpés ont comparu devant un tribunal. On leur reprochait d'avoir constitué une organisation illégale pour entretenir « à l'étranger la méfiance et l'hostilité envers la Tchécoslovaquie », d'être en relation avec Amnesty International, ect.

Le verdict : 3 à 5 ans de prison.

La défense des Droits de l'Homme intéresse fort peu les Barre et les Giscard qui ont, à maintes reprises, manifesté la sympathie de « la France » à l'égard de « la Tchécoslovaquie ».

Jean BARRUE

R.D.A. — LA CRISE

Ça y est ! Le phare économique du continent capitaliste d'État menace de se noyer ! Enfoncés dans la guerre psychologique contre l'idéologie occidentale, les dirigeants est-allemands avaient décidé de lancer leur pays dans la société de haute consommation, telle qu'elle règne depuis plus de 20 ans en R.F.A. Depuis 5-6 ans, le phénomène des queues avait disparu grâce à l'endettement vis-à-vis des bourgeoisies occidentales. Mais selon l'aveu d'un haut fonctionnaire de Berlin-est, « aucune reprise n'est en vue » et l'économie de la R.D.A. « menace de retomber au niveau de 1970 ». Concrètement : les queues se reforment depuis la fin du printemps. La carence de l'approvisionnement n'avait pas été telle depuis 10 ans. De son côté, l'inflation galope, surtout dans le prêt-à-porter, et l'augmentation du M3 de gaz de 16 à 36 Pfennig comme celle des meubles, prévue de 150%, seront insoutenables dans un pays « socialiste » où les salaires n'augmentent quasi jamais. L'état des chemins de fer empire : l'ensemble des wagons construits depuis 5 ans est envoyé en URSS. Il y a deux ans, on disposait dans les rares crémeries de 15 sortes de fromages ; il n'y en a plus que 2 ! Quant à la viande, pour maintenir l'exportation, elle disparaît peu à peu des boucheries. S'il faut avoir de bonnes relations pour avoir du porc, le veau est réservé exclusivement aux meilleurs restaurants de Berlin.

On n'exclut pas des manifestations ouvertes de mécontentement. Aussi le ministre de l'Intérieur, Erich Mielke, aurait ordonné la plus grande sévérité en cas de troubles. Brejnev aura sermonné ses vassaux : une intervention directe serait du plus mauvais effet avant les Jeux Olympiques.

DIERZKY (Massy)

MANIFESTATION ANTI-NUCLEAIRE — L'élection de quatre sénateurs « verts » à Brême ne doit pas faire oublier le rassemblement anti-nucléaire qui a eu lieu, le 14 octobre, à Bonn, capitale fédérale, et qui a une autre importance que les 5,2% obtenus par les « verts » de Brême. La manifestation de Bonn a dépassé par son succès toutes les prévisions et a réuni - chiffres officiels ! - plus de 100 mille participants. Elle portait sur deux points essentiels : l'arrêt de toutes les implantations de centrales nucléaires, le scandale des poursuites contre les manifestants anti-nucléaires accusés d'être des ennemis de la Constitution et des complices des « organisations terroristes ». Après les manifestations de masse de Brockdorf et de Gorleben, le rassemblement de Bonn marquera, nous l'espérons, non le couronnement mais le début d'une action éternelle.

LA PRESSE MUSELEE — On se souvient du procès, à Berlin-ouest, des imprimeurs de *BUG-Info*, le bulletin d'informations des groupes berlinois non-dogmatiques. Accusés d'avoir « apporté une aide à des groupes qui apportaient un soutien à des organisations terroristes », ils furent condamnés à des peines allant jusqu'à un an de prison sans sursis. Après le démantèlement de *BUG-Info* en octobre 77, quelques camarades décidèrent de la faire paraître à nouveau. D'où saisie du journal et en septembre 78, après la saisie massive du numéro 34,

arrestation de 26 personnes. En février 79, eurent lieu des perquisitions dans 14 logements, puis le temps passa et en septembre 79, arrêt des poursuites contre 18 des personnes inquiétées... mais inculpation des 8 autres à qui on reproche « d'avoir par leur action publique gagné de nouveaux membres et sympathisants aux organisations terroristes et de leur avoir ainsi accordé leur soutien ». Attendants le déroulement du procès...

Argentine Anarchistes prisonniers et disparus



La dictature militaire argentine se propose, avec un cynisme singulier, de légiférer sur les « disparus », c'est-à-dire de considérer comme légalement mort quiconque, après un délai de 90 jours, ne s'est pas présenté aux autorités.

L'annonce officielle de cette mesure, qui affecterait seulement un peu plus de 5 000 personnes et non les 30 000 cas d'enlèvements enregistrés en Argentine, coïncide avec l'arrivée à Buenos-Aires d'une mission de l'OEA et de la prise en compte, par la sous-commission des Droits Humains aux Nations-Unies à Genève, du thème des « disparus ».

Il y a en Argentine 30 000 disparus, 10 000 morts et 15 000 prisonniers et près d'un million d'exilés.

Et, entre un disparu, c'est être un otage. Se trouvent être dans ce cas nos camarades Marcelo Tello, Pablo Tello, Rafael Tello, Hernan Ramirez, Elisa Martinez, Fernando Diaz, Raul Olivera, « Melena », « Chino », sa compagne et Elbio.

Cette information, parue dans le journal anarcho-syndicaliste espagnol *Solidaridad Obrera*, est suivie d'un appel à la solidarité de tous les libertaires. Ces camarades argentins peuvent être assurés de notre appui.

Le secrétariat

Japon

ELECTIONS — Après quelques déceptions contradictoires, on connaît les résultats définitifs des élections au Parlement japonais. Le parti national-conservateur du premier ministre Ohira a obtenu 44,6% des suffrages (3% de plus qu'aux élections de décembre 76). Les communistes et les socialistes démocratiques, avec 10,4% et 6,8%, ont enregistré des gains minimes inférieurs à 1%. Tous les autres petits partis ont perdu des voix et ne constitueront pas une opposition homogène et sérieuse. Ainsi Ohira, bien qu'il ne dispose que de 248 sièges sur 511, conservera le pouvoir. La situation politique du Japon paraît stable. Cependant les difficultés pour Ohira peuvent venir de son propre parti où les groupes formés autour de Miki et Tanaka risquent de manifester une sourde hostilité.

Journaux et revues anarchistes venus d'ailleurs

Un certain nombre de revues et journaux étrangers paraissant régulièrement sont en vente à Publico où ils peuvent également être commandés. En voici la liste :

Espagne

- * *Solidaridad Obrera*, organe régional de la CNT de Catalogne : 4 F.
- * *C.N.T.*, organe national de la CNT espagnole : 4 F.
- * *Bicicleta*, revue mensuelle éditée à Valence : 8 F.
- * *Tierra y Libertad*, organe de la F.A. Ibérique : 3 F.

Tierra y Libertad

NUMERO 8

SEPTEMBRE - OCTUBRE

EDITA: LA FEDERACION ANARQUISTA IBERICA

Italie

- * *Umanita Nova*, organe hebdomadaire de la F.A. Italienne : 2 F.
- * *Rivista Anarchica*, revue mensuelle éditée à Milan : 5 F.
- * *Cuaderni Sindacali*, revue éditée par l'Union Syndicale Italienne, anarcho-syndicaliste : 5 F.
- * *Interrogazioni*, revue théorique avec articles en espagnol, italien, anglais, français : 10 F.

Angleterre

- * *Freedom*, journal quinzomadaire : 3 F.

Portugal

- * *A Batalha*, journal mensuel : 2 F.

Suède

- * *Comunidad*, journal trimestriel édité en langue espagnole par un groupe d'exilés latino-américains : 5 F.

Vénézuéla

- * *Ruta*, revue théorique éditée à Caracas : 6 F.

Cette liste devrait être complétée prochainement par la vente du n° 3 du journal de nos camarades suisses *Le Réveil anarchiste*.

Le Secrétariat

Autriche

STABILITE POLITIQUE — On se souvient que lors des élections à l'Assemblée nationale, le 6 mai dernier, le parti social-démocrate (SPÖ) avait largement distancé ses camarades : le parti populaire (ÖVP) et le parti libéral (FPÖ). Un succès dû moins aux mérites des social-démocrates qu'à la popularité du chancelier Kreisky. Sur les neuf provinces que compte la République fédérale, une seule - le Tyrol - avait voté nettement « à droite ». De récentes élections au Landtag de trois de ces provinces, confirment la stabilité politique de l'Autriche, avec - comme en Allemagne fédérale - deux blocs (droite et gauche), un petit parti libéral et des formations d'extrême-droite et d'extrême-gauche sans importance. En même temps ces élections mettent en évidence le rôle déterminant de Kreisky dans le succès du SPÖ.

Au Landtag du Tyrol, avec 90% des votants, le parti populaire a obtenu 66% des suffrages : en progrès, alors que, le 6 mai, la personnalité de Kreisky avait entraîné une progression du SPÖ.

Au Landtag de Haute-Autriche, le parti populaire regagne les voix qu'il avait perdues le 6 mai. Les social-démocrates perdent 9%, les libéraux 1%, le parti populaire gagne 10% et dispose de la majorité absolue au sein du Landtag.

Par contre le Landtag de Carinthie conserve sa majorité absolue social-démocrate (20 sièges contre 12 au parti populaire et 4 aux libéraux). Le hasard (?) a voulu que les trois chefs de file des trois partis fussent - paraît-il - d'anciens cadres des jeunesses hitlériennes... ce qui n'a pas empêché le libéral d'être violemment attaqué et traité de fasciste par ses deux concurrents. Et cela n'a pas empêché non plus les électeurs de voter pour ces trois individus !

Umanita Nova poursuivie

Umberto Tommasini, directeur de la publication *Umanita Nova* (hebdomadaire de la Fédération Anarchiste Italienne) a été condamné à une lourde amende (environ deux millions de lires) pour avoir laissé publier dans ce journal un écrit signé du « Colletivo della zona jonica ». Cet article, d'après le tribunal de Milan, où a eu lieu le procès, calomnait un prêtre d'Africo Nuovo, Don Stilo, l'accusant d'être un mafioso, responsable d'actes criminels à l'égard de certains camarades italiens. Les avocats défenseurs de notre camarade, Piscopo et Fuga, ont montré clairement le vrai visage de ce prêtre, sur la base d'autres articles parus dans la presse de toute la région et du livre de Carrado Stajano « *Africa Nuovo* », largement consacré à la personnalité crapuleuse de Don Stilo, et à toute l'ambiance mafiosa de la région. La Cour, connue pour son penchant ouvertement réactionnaire, a finalement condamné notre camarade. A Tommasini, et à sa longue lutte contre l'oppression, dont ce procès est seulement un épisode, ses camarades ont apporté une totale solidarité.

D'après *Umanita Nova*



Le livre de la semaine
par
Maurice JOYEUX

Entêté comme une mule ou la passion d'éditer

par Eric Losfeld

Ed. Pierre Belfond

Voici un livre qu'on attendait et qui ne décevra pas. Les hommes de ma génération, dont le parcours fut parallèle à celui d'Eric Losfeld, les plus jeunes aussi, qui eurent le privilège de le voir à la télévision remettre à leur vraie place des personnages douteux qui font profession d'être de « gauche », découvriront en lisant ce livre de souvenirs qu'il est impossible de départager ce qu'on fait de ce qu'on est, et que les idées, les sentiments, l'écriture, le travail, qu'il soit d'édition ou autres, sont des cordes d'un même instrument qui est la nature de l'homme.

Ce livre s'étend sur quarante ans d'une vie remplie par la chose littéraire nourrie par le surréalisme. Et au long de ces pages éclairées par nombre d'anecdotes savoureuses, des silhouettes défilent, dont on se rappelle, d'autres que l'on regrette de ne pas avoir connues. L'auteur est un homme de caractère, il émet des jugements qu'on partage, d'autres qu'on repousse, ce qui nous permet de nous colleter intellectuellement avec lui. Je dois dire que pour ma part, je n'ai jamais été aussi d'accord avec Losfeld que lorsqu'il nous trace les limites du talent de Boris Vian, que la mode a projeté sur le devant de la scène littéraire et que la mode remonte à sa vraie place, qui n'est pas négligeable, sans plus ; ou lorsqu'il met en relief les méthodes des situationnistes qui, comme il le dit et comme je le pense, relèvent de la provocation !

Mais cet ouvrage est surtout une admirable galerie de portraits d'André Breton à Ado Kyrrou, en passant par Jacques Sterberg, qui nous montre, non pas en pied et dans la pose traditionnelle, mais dans les rapports de tous les jours où les écrivains et l'éditeur se rencontrent. La toile de fond de l'ouvrage, c'est naturellement le Saint-Germain-des-Près de l'après-guerre, non pas celui des existentialistes, mais celui des surréalistes parmi lesquels les fi-

gures d'André Breton et de Benjamin Peret, que je vis quelquefois au « Château des Brouillards » la librairie qu'alors je dirigeais, dominent. Je voudrais d'ailleurs dire à Losfeld que je fus responsable de la parution dans Le Libertaire de la campagne menée par Maurice Lemaitre à propos de Céline, ce qui n'était pas une apologie d'un personnage discutable, mais une protestation contre le sort particulier réservé à un écrivain, alors que tant de tueurs couraient encore les rues. Son livre m'a donné l'occasion de relire l'article de Maurice Lemaitre qui est resté mon ami et les interviews que nous fîmes alors d'écrivains qui n'étaient pas suspects de nazisme, et j'avoue que je ne regrette rien !

Mais naturellement, plus que toute autre chose, ce livre est l'histoire de l'édition qui se cherchait, à travers les grands de la profession qui étouffaient tout ce qui refusait de marcher dans les clous. Pour échapper à la commercialisation à tout prix et pour éditer les œuvres qu'il aimait, Eric Losfeld sera tenu d'éditer du porno et à vendre sous le manteau des ouvrages sexy parmi lesquels quelques authentiques chefs-d'œuvre. Et dans ce domaine qui lui valut maints procès réjouissants (pas pour lui), il a contribué à débloquent une censure imbécile.

Je crois ne pas avoir rencontré l'auteur et je le regrette, encore que j'ai lu et parfois parlé des ouvrages qu'il éditait. J'ai refermé la dernière page de son livre avec ce petit serrement du cœur qu'on ressent en voyant le temps qui s'est écoulé. Mais ce livre je le rouvrirai car j'y retrouve une partie de mon existence à travers des hommes et des idées que j'ai aimés. Lisez vite Entêté comme une mule avant que de graves et doctes historiens fassent du Saint-Germain d'après-guerre un cimetière où les personnages de cette comédie intellectuelle seront alignés en rangs d'oignons, prêts à être avalés par les dictionnaires.

Le coin des copains

Jean Bourbon, auteur compositeur interprète, charmera les oreilles anars des Ardennes, le 17 novembre matinée et soirée à la MJC Houillière 80, rue Albert Poulain à Charleville-Mézières.



En raison du congrès extraordinaire de la Fédération anarchiste, qui se tient du 1^{er} au 4 novembre, nous avons reculé la parution de notre dossier 4 pages, habituellement programmé le premier jeudi de chaque mois.

Ce prochain dossier paraîtra donc le jeudi 15 novembre, et aura pour thème : L'ÉDUCATION.

A écouter



POUVOIRS

Alors que partout, par delà le grand cirque du monde autoritaire, les nombreux États, au nom des intérêts d'une minorité de riches truands, assassinent, massacent, torturent, tuent les multiples déviances. A l'heure où les chefs, les censeurs, les médailles, les empereurs, les présidents, les ministres, les rois, les imams, les chanceliers, ne cessent de nier l'humanité. Au moment où les services secrets se font la guerre, avec la bénédiction des saints-pères. Il est bon d'écouter le dernier disque de Bernard LAVILLIERS : Pouvoirs.

Révolté, il chante, écrit, compose, contre tous les assassins de l'Ordre, au côté de tous les rebelles sans frontières. Bernard LAVILLIERS n'appartient à personne. Sa voix de fauve s'insurge contre les maîtres. Il hurle son refus des États et de la mascarade orchestrée par les partis, les puissants et les fourbes : « Gens de pouvoir aux mains de fer, trafiquants d'azur sur la mer, pétroliers gris dans le brouillard aux équipages de bagnards, vous avez caché dans vos soutes quelques abstentions pour le doute ».

Son regard insoumis se lève maintenant.

Arthur PELUCRE



Le piège à cons

De J.P. Mocky

Si vous n'aimez pas les partis politiques, leurs magouilles financières et leur police parallèle.

Si vous n'aimez pas les flics, leur violence et leur bêtise.

Si vous refusez le syndicalisme réformiste et peureux.

Alors vous avez déjà de bonnes raisons d'aller voir le dernier film de J.P. Mocky, *Le Piège à Cons*.

Tournant en dérision tout ce « beau monde », Mocky-Bogart, héros de 68 désabusé, se laisse entraîner malgré lui dans l'action révolutionnaire d'une jeune et belle héroïne.

Courses poursuites, braquages et quelques... morts font de ce film, un bon thriller à ne pas manquer.

Jean-Luc-Patrick

Le ciné-club du 19 juillet a repris ses activités et propose chaque samedi exposition, film vidéo à 20 h film, débat à 21 h

SAMEDI 10 NOVEMBRE
NOUS NOUS SOMMES
TANT AIMES
de Ettore Scolla

une comédie à l'italienne à la fois analyse de mœurs et regard politique

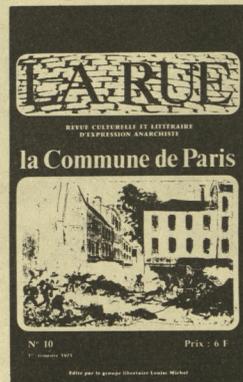
LA RUE : ONZE ANS DÉJÀ

Le dernier numéro de *LA RUE* vient de paraître. La sortie de chaque numéro représente toujours un moment attendu par ses lecteurs car, par la qualité et la diversité de ses articles, par sa présentation, bien que parfois jugée austère par certains, *LA RUE* a su se faire reconnaître sans concession publicitaire et sans slogan pour faciliter sa diffusion.

Avec ce numéro, *LA RUE* fête son onzième anniversaire. Onze années d'existence et d'expérience, c'est un phénomène suffisamment important pour qu'il soit souligné, étant donné la vie parfois éphémère de certaines revues qui ne durent que l'espace d'un matin.

Le contenu de ce vingt-septième numéro, comme les précédents, ne nous déçoit pas. Les articles sont divers : la contraception masculine de J.M. Raynaud, la Banque populaire de Proudhon, un historique du P.C. de J. Barrué, un inédit d'Elisée Reclus relatant un voyage à la Nouvelle-Orléans et bien d'autres que nous ne citerons pas, faute de place. Nous retiendrons surtout l'article de M. Joyeux sur « *Les anarchistes et l'organisation* ».

Celui-ci attire toute notre attention car il arrive à point nommé pour la vie de notre organisation qui, depuis la parution hebdomadaire de son journal, se doit de passer à la vitesse supérieure afin d'augmenter son audience sans pour autant dévier de son idéal premier.



L'article de M. Joyeux fait apparaître à travers les erreurs passées, les pièges qu'il nous faut éviter, et rappelle que le militantisme anarchiste n'est pas une sinécure au service de la bonne conscience de pseudo-intellectuels, ni le terrain privilégié de la violence gratuite pour les jeunes en mal d'exercice.

Le véritable combat à mener est au niveau de « l'homme moyen » (le voisin de palier, le collègue de bureau...) pour lequel le chemin le plus court pour le sensibiliser à nos idées, est de rejeter les oripeaux pseudo-révolutionnaires dont la bourgeoisie nous a affublés afin de défendre son intégrité, et dans lesquels certains se complaisent.

C'est en apparaissant sur le même pied d'égalité que notre semblable, tout en conservant notre identité anarchiste dont l'idéal se suffit à lui-même pour ne pas y greffer d'autres idéologies qui, bien qu'à la mode, ont prouvé leur incapacité, que nous œuvrerons le plus sûrement pour atteindre notre finalité émancipatrice.

Pour ce faire, seule une organisation avec des structures souples mais néanmoins existantes, peut permettre ce travail de propagande, afin que chaque groupe puisse militer et propager l'idéal anarchiste par des actions individuelles ou collectives facilitées par la structure fédéraliste que les groupes se sont donnée, sans que celle-ci soit régulièrement remise en question par ceux qui, au nom de la liberté, essaient d'imposer leurs vues en mettant une croix sur tout ce qui a été fait et sur tout ce qui existe.

Il faut que dans tous les esprits, ce principe soit clair : les structures de la F.A. découlent du travail de ses militants qui, hier comme aujourd'hui et comme demain, sauront y apporter les modifications que la nécessité exigera, mais qui jamais ne perdront pied face à un « infantilisme passager » qui, sous prétexte d'une meilleure efficacité ou simplement afin d'apaiser leur état d'âme personnel, cherchent à briser l'outil de travail indispensable à la propagande anarchiste, et garant de son autonomie vis-à-vis des idéologies teintées de totalitarisme qui attendent à la porte.

Un numéro qu'il ne faudra pas ranger promptement dans sa bibliothèque, mais discuter de son contenu.

* En vente à Publico : 18 F.

Groupes FRESNES-ANTONY

Théâtre

Le Correcteur

Théâtre de la Commune d'Aubervilliers

Alexandre Vampilov reste dans la lignée de Tchekov et l'on doit constater qu'il faut le placer au plus haut niveau comparatif avec Anton Pavlovitch Tchekov. Tirées de ses « *Anecdotes provinciales* » le Théâtre de la Commune nous présente deux pièces dont « *Le Correcteur* » dans une mise en scène de Yutaka Wada. Indiscutablement l'idée du bluff faite à l'hôtelier est digne des meilleures situations scéniques du théâtre satirique ; mais l'importance d'un correcteur, fut-il à la Pravda, démontre la profonde ignorance des citoyens soviétiques devant tout ce qui touche au pouvoir. Cette très belle charge de la vie moscovite est magistralement jouée par Patrick Bonnel entouré de Michèle Brulé, Claire Magnin, Alain Langlet, Claude Louhy et Tcheky Kayo.

La soirée débutait par une courte pièce « *Vingt minutes avec un ange* », dans une mise en scène réussie de Gabriel Garran.

Francis AGRY

Ce que sont les amis de la démocratie en Chine et ce qu'ils veulent



Wei Jingsheng

Rédacteur en chef de la revue *Tansuo* (Explorations). Vingt-neuf ans, électicien au Bureau d'aménagement des perses de Pékin. Arrêté le 29 mars comme « contre-révolutionnaire » ayant divulgué des secrets d'Etat, il vient d'être condamné (16 octobre) à 15 ans de prison. Au cours du procès qui a duré cinq heures, Wei Jingsheng s'est montré très résolu et, en participant de l'Action directe qui refuse les médiateurs, a repoussé le secours d'un avocat.

Au début de la Révolution culturelle, il étudiait au lycée annexe de l'Université du peuple. Issu d'une famille de vieux cadres du Parti, il compte parmi les premiers gardes rouges et membres du Comité d'action unie (1). Révoqué contre la bureaucratie, il prendra conscience, en 1967, que les gardes rouges ont été manipulés par des fractions du pouvoir en lutte contre d'autres fractions (2). Il fera partie de ceux qui s'opposent alors à Jiang Qing-Mme Mao. Arrêté, avec plus de deux cents personnes (le Comité ayant été interdit), il sera libéré comme eux par Mao. En 1968 il rentre travailler à Anhui dans son village natal. Recruté par l'armée peu après, il reviendra à Pékin trois ans plus tard et participe, en 1978, au Mouvement pour la démocratie.

Le 5 décembre, il affiche son texte sur la « cinquième modernisation » (la démocratie) qui va marquer le départ de la revue (à laquelle collaborent entre autres Yang Guang et Lu Lin). C'est le début de ce texte que nous donnons ici.

(1) Cf. *Révo. cul. dans la Chine pop.*, 1974, 10/18.

(2) On consultera, sur ce point, son texte intitulé *Banalités de base sur les racines de la délinquance en Chine*, à paraître dans le recueil d'articles sur le Printemps de Pékin préparé par la Bibliothèque asiatique.

A paraître prochainement dans la Bibliothèque asiatique les textes du Printemps de Pékin

On a pu faire cette remarque, à propos des dissidents chinois, qu'ils se contentaient d'en appeler à la démocratie et aux droits de l'homme, étant entendu qu'il fallait prendre ceux-ci dans leur acception occidentale. Il suffit, pour montrer qu'il n'en est rien, de publier leurs textes sans autre commentaire.

« Qu'est-ce que la démocratie ? La véritable démocratie, c'est la remise de tous les pouvoirs à la collectivité des travailleurs » (1).

A considérer sommairement le Mouvement pour la démocratie, on le trouve dominé par deux tendances : l'une qui se réclame de la pensée marxiste, mais pas du léninisme, l'autre qui la condamne. Toutes les deux s'accordent pourtant sur ce point : ce sont les travailleurs qui doivent gérer eux-mêmes la société.

Et ce que la concession faite à l'autogestion étatique yougoslave pourrait avoir d'équivoque est balayé par ces lignes : « nous voulons devenir maîtres de notre destinée, nous n'avons pas besoin de Dieux ni d'Empereurs, nous n'avons foi en nul sauveur, nous voulons avoir barre sur notre propre vie » (2).

Joseph BERNET-ROLLANDE

(1) Wei Jingsheng : *La cinquième modernisation : la démocratie*, décembre 1978.

* Nous remercions la Bibliothèque asiatique de son amabilité autorisée à reproduire les textes traduits par son Equipe de recherche.

Déclaration de la revue « Explorations » aux citoyens de Chine et du monde entier à propos de l'arrestation de Wei Jingsheng

« Nous vous informons que Wei Jingsheng a été arrêté le 29 mars 1979, conformément à la loi relative au crime de « contre-révolutionnaire » ; arrestation approuvée par le Parquet populaire de la municipalité de Pékin.

Il est détenu au dépôt n° 44, rue Bangui, arrondissement de Xuanwu, à Pékin.

« Concitoyens, compatriotes de la Chine entière,

Voilà « la stabilité et l'unité » que prône le gouvernement communiste chinois. Voilà leur « modernisation ». Wei Jingsheng est un membre important de la revue non-officielle *Explorations*. Celle-ci avait déclaré très tôt : « pour réaliser le plus rapidement possible la base de la modernisation, afin que la vie matérielle et spirituelle du peuple chinois puisse se hisser à un niveau avancé dans le monde, pour que l'environnement social où vit le peuple puisse atteindre le niveau le plus raisonnable... », nous avons décidé d'étudier et d'explorer les faits réels, en collaboration avec le peuple de tout le pays. Nous ne voulons prendre aucun « isme » comme principe directeur. Nous ne nous agouillons ni devant le « marxisme-léninisme-pensée-Mao Zedong » ni devant l'anarchisme (1). Chaque fois que nous pensons à l'hégémonie soi-disant la plus scientifique du « marxisme-léninisme-pensée-Mao Zedong », à ses erreurs et à ses défauts, complètement hors de la réalité, nous n'hésitons pas un instant à attaquer cet « isme » et cette pensée. Lorsque nous débusquons ces erreurs et ces défauts, nous n'hésitons pas non plus à faire les mêmes attaques. Pour ce qui est des éloges, nous avons adopté la même attitude et refusons de nous prosterner devant ce qui est sacré. Nous refusons absolument l'hypocrisie et nous refusons d'occuper une condition « inférieure », contrairement à la volonté et la raison. Nous avons décidé que notre revue serait « l'un des porte-paroles de ceux qui souffrent au sein du peuple » et nous affirmons que « c'est seulement quand la majorité du peuple, démunie de pouvoir et dont la vie est difficile, prendra la parole, qu'on pourra trouver les raisons du retard actuel et les moyens d'y remédier ».

Compatriotes, c'est pour cela que Wei Jingsheng est accusé du crime de « contre-révolution ». C'est pour cela qu'il a été arrêté !

Concitoyens, compatriotes, nous déclarons une fois encore ceci : la soi-disant « révolution » de type « marxiste-léniniste-pensée-Mao Zedong » réprime la liberté de parole, de pensée et de publication. Nous avons décidé d'aller contre. Ceux qui s'appuient sur la force pour réprimer une opposition de parole et de pensée voulant réaliser la modernisation, ceux-là se font des illusions. Si la liberté de pensée, de parole et de publication n'existe pas, la modernisation

n'aura pas lieu. C'est la pire des dictatures despotiques que de considérer l'opposition au marxisme-léninisme et au socialisme (2) comme un crime et s'en servir de prétexte à des arrestations.

Concitoyens, compatriotes, vous vous souvenez de la tyrannie despotique du régime Mao Zedong, il y a quelques années. A cette époque le peuple chinois avait encore moins de liberté pour critiquer et réfuter les dirigeants suprêmes. Les forfaits énormes commis par Mao Zedong, Lin Biao et la Bande des quatre avaient inondé le pays comme un cataclysme. Mais est-ce un hasard si le peuple chinois est aujourd'hui encore à genoux et s'il subit une tyrannie féroce réprimant la liberté de pensée et de parole.

On coiffe, une fois encore, la « modernisation » de notre patrie de la duperie absurde de la « consolidation de la dictature du prolétariat », du « soutien au socialisme », etc. Compatriotes, déboutez ! Wei Jingsheng a été arrêté pour avoir cherché la voie de la prospérité de la patrie. Le prochain sera tel citoyen chinois ayant décidé d'étudier librement. Les nobles au pouvoir qui procèdent aux arrestations considèrent qu'une répression violente va effrayer ceux qui cherchent librement. Mais la liberté de pensée et de parole est la liberté dont chaque être vivant est assoufi. Elle ne pourra être totalement réprimée !

Ceux qui dirigent Shanghai et Pékin ont annoncé (contre l'avis populaire), par une soi-disant circulaire, qu'ils voulaient réprimer violemment ceux qui s'opposent au socialisme (2), à la direction du Parti communiste et à la pensée-Mao Zedong. C'est un ordre cruel purement fasciste. Que les usurpateurs de bazar jouissent de leur satisfaction et de leurs extravagances ! Le grand courant historique de la démocratie et de la liberté les balayera nécessairement un jour et pour toujours.

Nous empêcher de pouvoir critiquer la politique de la présente dynastie est la plus grande privation de liberté qui soit !

Explorations existera. *Explorations* restera. Et avec le peuple chinois, *Explorations* cherchera la voie pour détruire le fascisme actuel.

Pékin, le 31 mars 1979

(1) A prendre ici au sens que lui confère la bureaucratie chinoise. Par contre, sauf à considérer le mouvement libertaire uniquement sous un angle organisationnel (meetings, manifestations...) auquel cas, il est inexistant en Chine, il importe de souligner à quel point l'esprit libertaire imprègne naturellement et spontanément le Mouvement pour la démocratie. Si le pouvoir a pu détourner le terme, il n'a pu détourner son contenu. Quel autre pays présente-t-il aujourd'hui une base aussi solide à la pensée libertaire ?

(2) A prendre également au sens que lui confère la bureaucratie chinoise.



Des animateurs de la revue « Explorations » la distribuant sur le « Mur de la démocratie ».

La cinquième modernisation : la démocratie (extraits)

« Les journaux et la radio ont cessé maintenant de nous casser les oreilles avec leurs assourdissantes rengaines de propagande sur le thème de la « lutte des classes » ; sans doute est-ce en partie parce que ce refrain-là avait constitué l'abracadabra magique de la « Bande des quatre », mais aussi et surtout parce que les masses en ont eu une indigestion : il n'est plus possible de faire marcher le peuple sur cette musique-là.

C'est une loi de l'histoire que, si ce qui est périmé ne disparaît pas, le neuf ne saurait venir au jour. Maintenant que le vieux est bien parti, tout le monde scrute l'horizon dans l'espoir de voir poindre le nouveau. Mais, comme on dit : le Bon Dieu ne désappointe jamais l'attente des fidèles ; voici donc qu'on vient nous servir maintenant une fableuse formule tout fraîchement inventée, et qu'on a baptisée « les Quatre modernisations » (1). Le président Hua, notre « sage leader » et le vice-président Deng, qui, aux yeux du peuple est encore plus sage et plus grand-ont réussi à vaincre la « bande des quatre », rendant ainsi à nouveau possible ce rêve de démocratie et de prospérité pour lequel un peuple héroïque avait versé son sang sur la place Tien-an-men le 5 avril 1976 (2).

Après l'arrestation de la « bande des quatre », les gens ont ardemment souhaité le retour du vice-président Deng, et, dans l'idée qu'il allait « restaurer le capitalisme », ils ont fait de lui l'emblème vivant de leur action. Finalement, le vice-président Deng a été réintégré dans la direction centrale de l'Etat et du Parti ; cet événement provoqua une émotion et un enthousiasme indicibles parmi la population.

La-dessus, hélas ! le système politique tant haï du peuple n'a été nullement amendé ; quant à la liberté et la démocratie qu'attendait le peuple, leur nom ne peut même pas être mentionné. Les conditions de vie de la population n'ont pas changé ; les « augmentations de salaire » ont été largement englouties par la hausse vertigineuse des prix. En fait de « restauration du capitalisme », on va parait-il rétablir le système des primes de production - or, à ce qu'on dit, il s'agit précisément là de ce que les pères du marxisme-léninisme avaient stigmatisé comme étant « le fouet invisible qui permet de soumettre les ouvriers à une exploitation maximale ». On nous annonce bien que la politique de crématisation méthodique des masses a été abandonnée ; il n'est plus question de tenir le peuple sous l'autorité d'un « Grandiose Timonier » - par contre, c'est sous la direction d'un « sage leader » qu'on veut l'amener maintenant à « rattraper et dépasser les pays les plus avancés du monde », tels que l'Angleterre, l'Amérique, le Japon et la Yougoslavie (3). Faire la révolution n'est plus à la mode ces temps-ci ; maintenant, pour faire une belle carrière, rien ne vaut un diplôme universitaire. Le peuple ne doit plus subir l'assomant rabâchage de la « lutte des classes » ; les « quatre modernisations » sont devenues la panacée universelle. Bien sûr, il faut encore que nous obéissions aux instructions des autorités centrales ; du moment que nous suivons sagement le guide, tous nos beaux rêves deviendront réalité...

Il y a un vieux dicton chinois qui parle de « résoudre le problème de la faim en peignant une galette » et un autre, de « désaltérer les assoiffés en leur faisant contempler une prune ». La verve satirique de cette sagesse populaire venait d'une longue expérience politique ; si l'on accepte la notion d'un progrès constant de l'histoire, qui pourrait encore rêver de dupier aujourd'hui le public par ces mêmes grossiers stratagèmes que les anciens avaient épuisés ? Le fait est pourtant qu'il y a des gens qui pensent pouvoir encore dupier le monde de cette façon, et qui mettent cette idée en pratique.

Ainsi, durant ces dernières décades, le peuple chinois a docilement suivi un « grandiose Timonier » qui le nourrait au moyen de galettes peintes avec un pinceau appelé « communisme », et qui le désaltérait en lui suspendant devant le nez des prunes baptisées « Grand bond en avant » ou « Triple bannière rouge ». Et le peuple marchait bravement de l'avant en se serrant la ceinture... Après avoir supporté ce régime-là avec une belle constance pendant trente ans, il a fini par comprendre : à ce jeu-là, comme le singe qui veut décrocher la lune, il était condamné... à se retrouver éternellement bredouille... C'est pourquoi, lorsque le vice-président Deng lança son nouveau mot d'ordre de « retour à la réalité », les masses se rallièrent autour de lui avec enthousiasme, clamant leur approbation d'une voix formidable comme le rugissement de l'océan. Tout le monde comptait bien que, appliquant son fameux principe « arriver à la vérité par l'examen des faits », il irait soumettre le passé récent à une investigation critique, et qu'il guiderait le peuple vers un avenir digne de lui.

Or que se passe-t-il ? On vient gravement nous avertir : « Le marxisme-léninisme et la pensée de Mao Zedong demeurent le fondement universel de tout ce qui existe sous le soleil, nul ne saurait formuler de propos valable sans y faire référence ». Ou encore : « Le président Mao est le Sauveur du peuple... Sans le Parti communiste, il n'y aurait pas de Chine nouvelle » - ce qui revient à dire : « sans le président Mao, il n'y aurait pas de Chine nouvelle ». Et si maintenant quelqu'un s'avait de mettre ces vérités en doute, on saura bien le guérir de son scepticisme ! D'autres encore nous font la leçon : « Le peuple chinois a besoin d'être mené par un homme à poigne ; et si le despote moderne est encore plus carabine que ses prédécesseurs féodaux, ça montre précisément comme il est grand. Le peuple chinois n'a que faire de la démocratie, sauf quand il s'agit de la variété qui se pratique sous une autorité centralisée - toute autre forme ne vaut rien. Vous ne me croyez pas ? Comme vous voulez ; pour les gens de votre espèce, il y a toujours de la place en prison. »

Pourtant, on vous laisse encore une voie ouverte : en avant, marche ! dans le cadre des « quatre modernisations », serrez les rangs et pas de sottises, vous autres les braves bêtes de somme de la révolution, et vous verrez au bout du compte, vous arriverez au paradis : le pays de Cocagne du communisme et des « quatre modernisations ». Et voici d'ailleurs que des gens débordants de bonnes intentions viennent nous prodiguer leurs conseils : « Si ces perspectives ne vous enthousiasment toujours pas, vous devriez vous appliquer sérieusement à l'étude du marxisme-léninisme et de la pensée de Mao Zedong ! Votre manque d'enthousiasme provient de ce que vous ne comprenez pas la théorie, et le fait que vous ne comprenez pas la théorie en prouve précisément la sublimité profonde. Allons, soyez sages maintenant, d'ailleurs les autorités de vos unités respectives ne vous laissent pas d'autre choix, etc. »

Je vous adjure tous : ne vous laissez plus bernier par les discours de ces escrocs de la politique ! Plutôt que d'accepter ce que nous saurons être une duperie, pourquoi ne pas nous en remettre, pour une fois, tout simplement à nous-mêmes ? Les rudes expériences de la Révolution culturelle nous ont ouvert les yeux. Et si nous essayions maintenant de découvrir par nous-mêmes ce qu'il nous convient de faire ? »

WEI JINGSHENG

(1) Proposé par Zhou Enlai, combattu par la « Bande des quatre », ce programme de modernisation de l'agriculture, de l'industrie, des Sciences et techniques et de la défense nationale est devenu le programme officiel.

(2) Officiellement manifestations à la mémoire de Zhou Enlai, en fait manifestations contre Mao et pour la modernisation du pays. Interdites par le pouvoir, elles furent réprimées violemment. Il y aura de nombreux morts.